



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2008

www.cibc.com/francais

Message du président et chef de la direction

27 août 2008

Sommaire des résultats du troisième trimestre

La Banque CIBC a annoncé un bénéfice net de 71 M\$ pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008, en comparaison du bénéfice net de 835 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,11 \$, comparativement à 2,31 \$ au troisième trimestre de 2007. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) était de 0,13 \$¹, en regard de 2,34 \$¹ pour la même période de l'exercice précédent.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC au 31 juillet 2008 était de 9,8 %.

Les résultats du troisième trimestre de 2008 ont été touchés positivement par les éléments suivants :

- un montant de 30 M\$ (20 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ par action) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de 28 M\$ (20 M\$ après impôts et participation minoritaire, ou 0,05 \$ par action) provenant de la vente de nos actions de Visa Inc.;
- un revenu d'intérêts de 27 M\$ (18 M\$ après impôts, ou 0,05 \$ par action) sur les nouvelles cotisations d'impôts sur les bénéfices.

Les résultats du troisième trimestre de 2008 ont été touchés négativement par les éléments suivants :

- une perte de 885 M\$ (596 M\$ après impôts, ou 1,56 \$ par action) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des pertes et des frais d'intérêts de 55 M\$ (33 M\$ après impôts, ou 0,09 \$ par action) liés au règlement fiscal en instance au titre des baux adossés;
- des indemnités de départ à payer plus élevées que la normale de 16 M\$ (11 M\$ après impôts, ou 0,02 \$ par action).

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2008 se comparait à la perte nette de 1 111 M\$ du trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) du troisième trimestre de 2008 se comparaient à la perte diluée par action de 3,00 \$ et à la perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 2,98 \$¹ pour le trimestre précédent, qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, ont eu une incidence négative de 4,59 \$ par action sur les résultats.

Bien que le contexte actuel demeure contraignant, la position de la Banque CIBC reste robuste. Nos fonds propres sont solides et nos activités essentielles sont bien

positionnées pour obtenir un meilleur rendement et profiter de la croissance au fur et à mesure de l'amélioration de la conjoncture.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par la conjoncture volatile et généralement difficile qui a persisté pendant une grande partie du troisième trimestre, par l'incidence de nos activités toujours en voie de liquidation et par notre volonté de nous recentrer sur nos activités essentielles, particulièrement en ce qui a trait à Marchés mondiaux CIBC.

La détérioration continue des titres exposés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et les écarts de taux des garants financiers ont exigé de nous des baisses de valeur supplémentaires et la réévaluation du risque de crédit lié aux contreparties dans nos activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En outre, les conditions du marché ont eu une incidence négative sur le rendement d'autres secteurs, particulièrement sur nos activités de courtage de gros et de détail.

Le point sur les priorités d'entreprise

Notre stratégie consiste à afficher un rendement constant et durable à long terme. À l'appui de cette stratégie, nous avons réalisé des progrès au cours du troisième trimestre au chapitre de nos priorités, qui sont la solidité de l'entreprise, la productivité et la solidité du bilan.

Solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a inscrit un bénéfice net de 572 M\$, en baisse de 4 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement de revenus de trésorerie répartis moindres et de pertes sur créances plus importantes, qui ont plus que neutralisé nos résultats plus probants au chapitre des frais.

Les revenus de Marchés de détail ont atteint 2 355 M\$, en baisse de 1 % en regard du troisième trimestre de 2007. La forte croissance des volumes au sein de nos groupes de produits et le revenu plus élevé généré par FirstCaribbean International Bank ont été contrebalancés par le recul des revenus de trésorerie répartis et des volumes de négociation de courtage de détail.

Dans l'ensemble, nos activités de détail sont toujours en bonne position. Nous avons atteint un solide taux de croissance des volumes et avons maintenu notre part de marché dans un environnement hautement concurrentiel. Pour un deuxième trimestre d'affilée, les volumes de prêts personnels non garantis se sont accrus, même si nous

adoptons une approche prudente en matière de crédit, en raison du contexte actuel.

Les pertes sur prêts de détail se sont établies à 196 M\$ au troisième trimestre, soit 29 M\$ de plus qu'au même trimestre de l'exercice précédent. La vigueur soutenue de la croissance des soldes sur cartes, l'augmentation des provisions liées à l'expiration des créances sur cartes antérieurement titrisées et la montée des pertes sur cartes de crédit atténuée en partie par les pertes sur prêts personnels ont été les principaux responsables de l'augmentation des pertes sur créances.

Au cours du trimestre, Marchés de détail CIBC a continué de déployer sa stratégie qui vise à offrir un accès amélioré aux clients :

- ouverture de trois nouveaux centres bancaires à Milton, en Ontario, à Calgary, en Alberta et à Smithers, en Colombie-Britannique;
- allongement des heures d'ouverture, certains centres bancaires étant même ouverts le samedi;
- inauguration des nouvelles heures d'affaires le dimanche dans six autres centres bancaires de la région du Grand Toronto et de Vancouver;
- ajout de près de 100 postes dans le Centre de contact de Services bancaires téléphoniques de Montréal. La capacité annuelle d'appels en français et en anglais aux clients a été accrue d'un million d'appels.

Au cours du trimestre, nous avons également annoncé les nombreuses améliorations apportées à nos produits de détail :

- afin de récompenser nos clients de leur fidélité, nous offrons dorénavant des milles Aéroplan aux clients qui effectuent des opérations bancaires courantes au moyen de leur Compte-chèques MaxiOpérations CIBC;
- nous offrons aux étudiants la possibilité d'effectuer des opérations bancaires courantes sans frais grâce au nouveau compte bancaire Avantage CIBC pour les étudiants;
- nous avons également commencé à faire parvenir à certains clients leur nouvelle carte Aéro OR CIBC Visa Infinite, la toute nouvelle carte de crédit haut de gamme de la Banque CIBC qui offre des avantages accrus, sans frais supplémentaires.

Marchés mondiaux CIBC a inscrit une perte nette de 538 M\$ au troisième trimestre, qui englobait la perte de 596 M\$ découlant de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation et d'autres éléments d'importance qui, regroupés, ont donné lieu à une perte nette de 20 M\$. Ce résultat se compare à la perte de 1 637 M\$ du trimestre précédent, qui incluait une perte de 1 672 M\$ liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation et d'autres éléments d'importance qui, regroupés, ont donné lieu à une perte nette de 43 M\$.

Les revenus du troisième trimestre provenant des activités poursuivies par Marchés mondiaux CIBC ont progressé par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation des revenus tirés des titres à revenu fixe et des opérations de change, des programmes de couverture des prêts et des services de banque d'affaires, augmentation qui a été en partie neutralisée par la baisse des revenus tirés des actions mondiales et des nouvelles émissions d'actions, une baisse qui s'explique en partie par le fait que l'activité du marché continue d'être faible dans ces secteurs.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises fait toujours bonne figure, les pertes sur créances atteignant 7 M\$ au troisième trimestre.

Nous avons poursuivi nos efforts sur plusieurs fronts au troisième trimestre afin de repositionner les Services bancaires de gros CIBC pour qu'ils affichent un rendement plus constant et plus durable.

Du côté de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation, nous avons réduit davantage le montant nominal de référence de nos positions par le truchement combiné de la résiliation et de l'amortissement de contrats de dérivés de crédit.

La situation économique et les conditions de marché relatives aux garants financiers pourraient changer dans l'avenir et donner lieu à des pertes futures importantes.

Au cours du trimestre, la solidité de Marchés mondiaux s'est manifestée dans plusieurs réalisations notables :

- *Chef de file de l'activité de fusions et d'acquisitions* – Marchés mondiaux CIBC continue d'être un chef de file des opérations de fusions et d'acquisitions au Canada en termes de volumes et de valeur des opérations, comme l'indique son rôle de conseiller financier auprès du conseil d'administration d'EnCana dans le cadre de la réorganisation d'environ 70 G\$ de ses actifs liés au gaz naturel et de ses activités intégrées liées au pétrole en deux entités distinctes, et auprès de Teck Cominco dans le cadre de l'acquisition en cours des actifs de Fording Canadian Coal Trust au moyen d'une opération évaluée à 14 G\$ US, pour laquelle la Banque CIBC a joué le rôle de cosyndicataire chef de file et de preneur ferme pour l'octroi des prêts à terme et des prêts de relais d'une valeur de 9,8 G\$ US entièrement souscrits requis pour conclure l'opération;
- *Chef de file de la mise en relation d'intervenants mondiaux avec le marché canadien* – Marchés mondiaux CIBC continue de se consacrer à sa mission qui consiste à présenter le Canada au monde et à mettre le monde en relation avec le Canada, comme le démontre son rôle de conseiller financier auprès de Saskferco dans le cadre de la vente de son installation de fabrication d'engrais azotés d'un montant de 1,6 G\$ à Yara International, société de produits chimiques norvégienne. Depuis l'ouverture de ses bureaux de Winnipeg au début de 2007, Marchés

mondiaux CIBC a affermi sa présence déjà importante sur les marchés de l'agriculture et des Prairies.

- *Chef de file de la prise ferme de titres de participation* – Marchés mondiaux CIBC a conservé sa position de chef de file en termes de volumes de nouvelles émissions souscrites depuis le début de l'exercice, et a agi à titre de syndicaire chef de file pour le financement d'un montant de 288 M\$ par H&R REIT et à titre de seul preneur ferme d'un placement de 150 M\$ US par Central Fund of Canada Limited.

Productivité

En plus de continuer d'investir dans nos activités essentielles et de les positionner en vue de leur rendement à long terme, nous sommes fidèles à notre engagement de réaliser notre objectif stratégique d'un coefficient d'efficacité qui se situe à la médiane des grandes banques canadiennes.

L'objectif de la Banque CIBC pour 2008 consiste à garder ses frais aux niveaux annualisés du quatrième trimestre de 2006, à l'exclusion des frais liés à FirstCaribbean et de la restructuration de nos activités.

Les frais du troisième trimestre ont atteint 1 725 M\$, en baisse en regard de 1 819 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Grâce à de meilleurs résultats en termes de revenus, au fur et à mesure que la conjoncture s'améliore, conjugués à nos efforts soutenus pour ajuster les activités de soutien à notre infrastructure à la lumière des récents dessaisissements d'entreprises, nous prévoyons réaliser des progrès constants au chapitre de la productivité.

Solidité du bilan

La troisième priorité de la Banque CIBC est la solidité du bilan.

En 2008, nous nous concentrons davantage sur cette troisième priorité en raison de la conjoncture incertaine du marché.

Plus tôt cette année, nous avons renforcé nos fonds propres en émettant des actions ordinaires pour un montant de 2,9 G\$.

Ces capitaux additionnels nous ont permis de maintenir des fonds propres solides, malgré l'incidence de la détérioration de la conjoncture sur notre rendement.

La principale mesure de la solidité de notre bilan est le ratio des fonds propres de première catégorie, qui a atteint 9,8 % à la fin de juillet, soit bien au-delà de notre objectif de 8,5 % et l'un des ratios les plus élevés parmi les banques d'Amérique du Nord.

Le point sur les améliorations à la gestion du risque

En plus de nous concentrer sur nos priorités d'entreprise, nous améliorons nos compétences en gestion du risque.

Au cours du trimestre, la Banque CIBC a conclu la restructuration de son service de gestion du risque. L'élaboration de la nouvelle structure repose sur les résultats d'une révision complète qui a été entreprise au début de l'exercice. La nouvelle structure regroupe les cinq divisions suivantes :

- Mesure, surveillance et contrôle du bilan
- Marchés financiers
- Gestion du portefeuille de crédit
- Gestion du risque des produits, Produits de cartes, Crédit de détail et Prêts hypothécaires
- Crédit sur stock et Gestion du risque de crédit et de placement

Cette nouvelle structure consolide et simplifie la gestion du risque de la Banque CIBC, tout en appuyant nos objectifs de solidifier le processus de prise de décision, de responsabilisation et de communication à l'égard des questions relatives au risque au sein du service et de la Banque CIBC.

Apporter davantage à nos collectivités

En tant que chef de file de l'investissement communautaire, la Banque CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités. Au cours du trimestre, la Banque CIBC a continué à démontrer son leadership dans ce domaine.

- La Banque CIBC et le YMCA de la région du Grand Toronto ont lancé CIBC YMCA Access to Opportunity™, un programme qui vise à préparer les nouveaux arrivants à surmonter les obstacles auxquels ils auront à faire face pour s'établir au Canada. Le nouveau programme comprend des séminaires d'apprentissage financiers qui offrent aux nouveaux arrivants l'information et les conseils requis pour se familiariser avec le système bancaire du Canada, un programme de préparation au milieu de travail qui permet de jumeler les nouveaux venus qualifiés avec les emplois offerts au sein de la Banque CIBC et du secteur des services financiers.
- Pour une troisième année, la Banque CIBC a été le principal commanditaire du Tour CIBC Charles-Bruneau, une randonnée à vélo de quatre jours à travers le Québec destinée à recueillir des fonds pour soutenir la lutte des enfants atteints du cancer. Cette année, les employés et les clients de la Banque CIBC ont recueilli 150 000 \$ et le Tour a dépassé son objectif en réunissant 700 000 \$. Les fonds recueillis seront remis au Centre de cancérologie Charles-Bruneau de l'hôpital Sainte-Justine pour la recherche et le traitement des enfants cancéreux.
- Les employés de la Banque CIBC en Colombie-Britannique et dans certaines régions des Territoires du Nord-Ouest ont recueilli plus de 415 000 \$ au cours de la campagne pour le BC Children's Hospital en 2008. Depuis 1995, les employés et les clients de la Banque CIBC ont recueilli plus de 3,7 M\$ au profit du BC Children's Hospital Foundation.

Gerald T. McCaughey

Président et chef de la direction

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Table des matières

5	Modifications à la présentation de l'information financière	32	Siège social et autres
6	Un mot sur les énoncés prospectifs	33	Situation financière
7	Points saillants financiers du troisième trimestre	36	Gestion du risque
8	Vue d'ensemble	50	Questions d'ordre comptable et contrôles
12	Activités en cours de liquidation	52	États financiers consolidés intermédiaires
20	Autres activités choisies	57	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
21	Rétrospective du rendement financier		
26	Marchés de détail CIBC		
29	Marchés mondiaux CIBC		

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2007. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 27 août 2008. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 149 et 150 de notre Reddition de comptes annuelle 2007.

Modifications à la présentation de l'information financière

Voici un sommaire des modifications à la présentation de l'information financière mises en œuvre au premier trimestre de 2008 :

- Nous avons adopté la ligne directrice *Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé*, connue sous le nom d'Accord de Bâle II. Se reporter à la section Gestion du risque pour plus de précisions.
- Nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu lié à la titrisation des secteurs d'activité (cartes de crédit, prêts hypothécaires et crédit personnel) au poste Divers de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons fait passer le revenu du Service Gestion-Conseil du segment Courtage de détail à celui de Gestion d'actifs, les deux faisant partie de Marchés de détail CIBC. L'information des périodes précédentes a été retraitée.
- Nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exclusion de celle liée à FirstCaribbean International Bank) était comprise dans le poste Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative à la tranche non utilisée des facilités de crédit dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections « Sommaire des résultats du troisième trimestre », « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Événements importants », « Vue d'ensemble – Perspectives », « Activités en cours de liquidation », « Autres activités choisies » et « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéfices » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2008 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Perspectives » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Non vérifié					
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
– (perte) bénéfice de base	0,11 \$	(3,00) \$	2,33 \$	(7,05) \$	6,75 \$
– (perte) bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	0,13	(2,98)	2,36	(6,99)	6,81
– (perte) bénéfice dilué(e)	0,11	(3,00)	2,31	(7,05)	6,69
– (perte) bénéfice dilué(e) (comptabilité de caisse) ¹	0,13	(2,98)	2,34	(6,99)	6,75
– dividendes	0,87	0,87	0,77	2,61	2,24
– valeur comptable	28,40	29,01	33,05	28,40	33,05
Cours de l'action					
– haut	76,75	74,17	106,75	99,81	106,75
– bas	49,56	56,94	92,37	49,56	92,37
– clôture	61,98	74,17	92,50	61,98	92,50
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen de base	380 877	380 754	335 755	366 686	336 511
– moyen dilué	382 172	382 377	338 691	368 352	339 739
– à la fin de la période	380 732	380 770	334 595	380 732	334 595
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	23 598 \$	28 242 \$	30 950 \$	23 598 \$	30 950 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	négl.	négl.	10,3	négl.	10,3
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	5,6 %	4,8 %	3,3 %	5,6 %	3,2 %
Ratio dividendes/bénéfice	négl.	négl.	33,0 %	négl.	33,2 %
Cours/valeur comptable	2,18	2,56	2,80	2,18	2,80
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	1 905 \$	126 \$	2 979 \$	1 510 \$	9 120 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	203	176	162	551	471
Frais autres que d'intérêts	1 725	1 788	1 819	5 274	5 738
Bénéfice net (perte nette)	71	(1 111)	835	(2 496)	2 412
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	90,5 %	négl.	61,1 %	négl.	62,9 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	88,0 %	négl.	59,4 %	négl.	61,4 %
Rendement des capitaux propres	1,6 %	(37,6) %	28,3 %	(30,3) %	28,1 %
Marge d'intérêts nette	1,54 %	1,57 %	1,41 %	1,48 %	1,37 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,82 %	1,85 %	1,61 %	1,74 %	1,56 %
Rendement de l'actif moyen	0,08 %	(1,29) %	1,00 %	(0,96) %	0,99 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,10 %	(1,52) %	1,14 %	(1,14) %	1,14 %
Rendement total des actionnaires	(15,25) %	2,59 %	(4,6) %	(36,79) %	8,0 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	89 468 \$	92 189 \$	102 143 \$	89 468 \$	102 143 \$
Prêts et acceptations	173 386	174 580	167 828	173 386	167 828
Total de l'actif	329 040	343 063	338 881	329 040	338 881
Dépôts	228 601	238 203	230 208	228 601	230 208
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	10 813	11 046	11 058	10 813	11 058
Actif moyen	343 396	349 005	331 553	345 618	324 572
Actif productif d'intérêts moyen	290 598	296 427	290 157	293 373	284 015
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 664	12 328	10 992	11 384	10 808
Biens administrés	1 134 843	1 147 887	1 115 719	1 134 843	1 115 719
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque ²	9,1 %	9,6 %	8,8 %	9,1 %	8,8 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars) ²	118,5 \$	114,8 \$	125,0 \$	\$ 118,5 \$	125,0 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ²	9,8 %	10,5 %	9,7 %	9,8 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres ²	14,4 %	14,4 %	13,7 %	14,4 %	13,7 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ³	67 % / 33 %	68 % / 32 %	76 % / 24 %	67 % / 33 %	76 % / 24 %
Effectif permanent	40 251	40 345	40 315	40 251	40 315

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) À compter du premier trimestre de 2008, ces mesures reposent sur le dispositif de Bâle II alors que les trimestres précédents reposaient sur la méthode Bâle I.

3) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.

Négl. Négligeable en raison de la perte nette.

VUE D'ENSEMBLE

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 71 M\$, en regard d'un bénéfice net de 835 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'une perte nette de 1 111 M\$ au trimestre précédent. La perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est fixée à 2 496 M\$, comparativement au bénéfice net de 2 412 M\$ de la même période en 2007.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- la perte de 885 M\$ (596 M\$ après impôts) sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation, qui englobe les gains sur les couvertures indicielles, déduction faite des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de 12 M\$ (8 M\$ après impôts), les charges pour la protection de crédit souscrite auprès de ACA Financial Guaranty Corp. (ACA) et d'autres garants financiers de 904 M\$ (609 M\$ après impôts), les gains sur les couvertures du risque de crédit lié aux contreparties aux produits de crédit structuré de 74 M\$ (50 M\$ après impôts), les pertes liées à la cession de certaines positions, ainsi que les frais directs liés à la gestion des activités en voie de liquidation;
- des indemnités de départ à payer plus élevées que la normale de 16 M\$ (11 M\$ après impôts);
- un montant de 30 M\$ (20 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de 28 M\$ (20 M\$ après impôts et participation minoritaire) provenant de la vente de nos actions de Visa Inc.;
- un revenu d'intérêts de 27 M\$ (18 M\$ après impôts) sur les nouvelles cotisations d'impôt;
- des pertes et des frais d'intérêts de 55 M\$ (33 M\$ après impôts) sur les baux adossés.

Comparaison avec le troisième trimestre de 2007

La perte susmentionnée sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation constitue la principale cause de la baisse de revenus par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes liées aux baux adossés, la diminution des gains sur les dérivés de crédit de notre programme de couverture de prêts aux entreprises et le rétrécissement des écarts de taux des activités de détail attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt ont également contribué au recul. Les revenus ont été avantagés par la croissance des volumes des cartes, des prêts hypothécaires et des dépôts. La dotation à la provision pour pertes sur créances a grimpé en raison surtout des pertes plus élevées sur les portefeuilles de

cartes, qui s'expliquent par la croissance des volumes et l'augmentation des provisions liées à l'expiration de créances sur cartes de crédit antérieurement titrisées et les niveaux de pertes plus élevés. Les frais autres que d'intérêts ont diminué, sous l'effet surtout de la baisse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée partiellement par la hausse des charges liées aux indemnités de départ.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2008

La remontée des revenus s'explique essentiellement par la réduction des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et par des baisses de valeur moins importantes liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les revenus pour le trimestre ont souffert de la diminution des revenus de trésorerie, et des pertes et des frais d'intérêts sur les baux adossés. Les frais autres que d'intérêts ont diminué par rapport au trimestre précédent, sous l'effet surtout de la baisse des charges liées aux questions judiciaires, en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Comparaison avec les neuf mois terminés le 31 juillet 2007

Les revenus pour la période considérée ont considérablement chuté en raison des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Ce recul découle de la baisse des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis, de l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines et du resserrement de l'écart des taux des prêts de détail attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt. Les revenus ont opéré une remontée, sous la poussée des gains sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, de la croissance des volumes des cartes, des prêts hypothécaires et des dépôts ainsi que de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). La dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé, en raison essentiellement de la reprise de la provision générale à la même période de l'exercice précédent et des pertes plus importantes subies par le portefeuille de cartes attribuables à la croissance des volumes, à l'augmentation des provisions liées à l'expiration des cartes de crédit antérieurement titrisées et aux niveaux de pertes plus élevés. La régression des frais autres que d'intérêts est principalement attribuable à la baisse de la rémunération liée au rendement et à la vente de certaines de nos activités américaines. La perte subie au cours de la période a donné lieu à une économie d'impôts.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Deuxième trimestre de 2008

- la perte de 2,5 G\$ (1,7 G\$ après impôts) sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation, y compris les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (114 M\$, 77 M\$ après impôts), déduction faite des gains sur les couvertures indicielles, les charges pour la protection de crédit souscrite auprès de ACA et d'autres garants financiers (2,2 G\$, 1,5 G\$ après impôts), les gains sur les couvertures du risque de crédit lié aux contreparties aux produits de crédit structuré (63 M\$, 42 M\$ après impôts), les pertes liées à la cession de certaines positions, ainsi que les frais directs liés à la gestion des activités en voie de liquidation;
- des baisses de valeur de 50 M\$ (34 M\$ après impôts) découlant de l'exposition au risque de crédit des contreparties aux produits dérivés, autres que les garants financiers;
- une perte de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) sur l'ajustement au titre du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Visa Inc.;
- des indemnités de départ à payer de 26 M\$ (18 M\$ après impôts);
- une perte de change de 65 M\$ (21 M\$ après impôts) sur le rapatriement des bénéfices non répartis de nos activités américaines;
- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) correspondant à l'incidence positive de la variation des écarts de taux des dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2008

- une charge de 2,3 G\$ (1,5 G\$ après impôts) pour la protection de crédit souscrite auprès de ACA;
- une charge de 626 M\$ (422 M\$ après impôts) pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers autres que ACA;
- des baisses de valeur de 473 M\$ (316 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux couvertures du risque de crédit lié aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) découlant de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), des changements apportés à l'équipe de direction et de notre retrait de certaines autres activités et de leur restructuration;
- un montant de 56 M\$ au titre de l'incidence positive d'éléments fiscaux favorables.

Troisième trimestre de 2007

- des baisses de valeur de 290 M\$ (190 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, déduction faite des gains sur les couvertures connexes;
- une reprise nette de 75 M\$ (70 M\$ après impôts) sur les provisions pour les questions judiciaires;
- un montant de 77 M\$ (50 M\$ après impôts) correspondant à l'incidence positive de la variation des écarts de taux des dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises;
- un recouvrement d'impôts de 48 M\$.

Deuxième trimestre de 2007

- des recouvrements et des reprises d'impôts sur les bénéfices favorables de 91 M\$;
- une reprise de 24 M\$ (17 M\$ après impôts) sur la provision générale pour pertes sur créances;
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôts) correspondant à l'incidence positive de la variation des écarts de taux des dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2007

- un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) correspondant à l'incidence négative de la variation des écarts de taux des dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Événements importants

Problématique du marché mondial du crédit

Les problèmes qui ont surgi sur le marché américain des prêts hypothécaires à risque l'an dernier ont continué de se répercuter sur la situation du crédit et des liquidités à l'échelle mondiale. Les activités de crédit structuré de Marchés mondiaux CIBC ont inscrit des pertes de 885 M\$ pour le trimestre (6,8 G\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008), en raison essentiellement de la détérioration de la qualité du crédit des garants financiers et des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché des actifs sous-jacents, qui ont donné lieu à d'importants rajustements à la hausse de la valeur de la protection de crédit souscrite. Nous avons continué de gérer activement nos positions à risque au cours du trimestre, en réduisant d'environ 1,5 G\$ le montant nominal de référence de notre position à risque, et avons dénoué les positions dans les dérivés de crédit souscrits d'un montant équivalent, ce qui a porté la réduction totale du montant nominal de référence à environ 3 G\$ US.

En avril 2008, le Financial Stability Forum (composé de banques centrales du G7 et de groupes de travail) a déposé des recommandations auprès des pays du G7 afin d'augmenter les informations à fournir sur les activités considérées comme étant à haut risque. Conformément à ces recommandations, nous avons présenté un certain nombre d'informations connexes dans les sections Activités en cours de liquidation et Autres activités choisies du rapport de gestion.

Vente de certaines de nos activités américaines

En date du 1^{er} janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer Inc. nos activités américaines de services bancaires d'investissement, nos activités de financement à

effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités liées aux marchés des titres de créance connexes, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2008, nous avons inscrit une perte de 80 M\$ liée à cette vente. Nous prévoyons que la vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés financiers autres qu'américains que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie sera conclue au quatrième trimestre de 2008.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes de la CIBC détenues par les employés mutés chez Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

En vertu de l'entente, la CIBC investira 100 M\$ US dans une débenture subordonnée émise par Oppenheimer et offrira certaines facilités de crédit à Oppenheimer et à ses clients utilisant les services bancaires d'investissement dans le but de contribuer aux activités d'Oppenheimer, chaque prêt étant assujéti à l'approbation du comité du crédit de la CIBC.

La cession ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Capital-actions émis

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires, pour un produit net de 2,9 G\$, par voie de placements privés et d'une émission publique d'actions.

Nous avons émis, par voie d'un placement privé, 23,9 millions d'actions ordinaires, pour un produit net de 1,5 G\$, à un groupe d'investisseurs institutionnels, dont Société Financière Manuvie, La Caisse de dépôt et placement du Québec, Cheung Kong (Holdings) Ltd. et OMERS Administration Corporation.

Nous avons également émis 21,4 millions d'actions ordinaires, pour un produit net de 1,4 G\$, par voie d'une émission publique d'actions.

Visa Inc.

En raison de sa restructuration mondiale au cours du dernier trimestre de 2007, Visa Inc. a lancé, en mars 2008, un PAPE visant ses actions de catégorie A au prix de 44 \$ US l'action. Par suite du rachat obligatoire de 56,1 % de nos actions et du processus de rajustement final, nous avons inscrit une perte avant impôts de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) pour le deuxième trimestre.

En juillet 2008, nous avons vendu le reste de nos actions de Visa Inc. à un ancien membre de la banque faisant partie du réseau de Visa, comme l'autorisent les conditions des ententes de restructuration de Visa, et

inscrit un gain de 28 M\$ (20 M\$ après impôts et participation minoritaire).

Restructuration mondiale de ACA

Le 7 août 2008, en compagnie d'autres institutions, nous avons conclu une entente avec ACA visant à restructurer les dérivés de crédit que ACA détenait auprès de diverses contreparties. La restructuration a entraîné la résiliation des contrats de dérivés de crédit. En retour, nous avons reçu environ 33 M\$ US au comptant, soit notre quote-part (16 %) du paiement au comptant initial. Nous avons également reçu, au prorata, un billet sur le surplus de la contrepartie émis par ACA, évalué à 8 M\$ US. Le billet sur le surplus de la contrepartie donne à son détenteur le droit de recevoir les rentrées résiduelles nettes de fonds de ACA et est assujéti à l'examen et à l'approbation de la Maryland Insurance Administration.

Nous considérons que les événements du 7 août 2008 constituent des informations supplémentaires à l'appui de notre meilleure estimation des montants recouvrables de ACA au 31 juillet 2008, et nous avons rajusté le montant de l'évaluation du crédit lié à ACA, ce qui a permis de porter 11 M\$ US au crédit du bénéfice net avant impôts.

Baux adossés

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé *Baux adossés* du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA, fondé sur la prise de position FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ».

Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé. L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation d'une charge de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le 5 août 2008, la Banque CIBC a reçu une offre de règlement de l'Internal Revenue Service (IRS) au titre de ses baux adossés. Les conditions de l'offre sont identiques à celles dont ont bénéficié les autres intervenants de l'industrie dans le cadre de ces opérations. Cette offre entraîne une variation supplémentaire des flux de trésorerie générés par l'offre de règlement précédente de l'IRS, qui avaient eu une incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, comme il a été mentionné précédemment. L'état des résultats du trimestre considéré comporte une imputation avant impôts de 22 M\$ au titre d'un rajustement des revenus de location conformément aux PCGR et une imputation avant impôts supplémentaire de 33 M\$ au titre des paiements d'intérêts sur les acomptes provisionnels insuffisants. L'offre de règlement comprend certaines autres conditions pour lesquelles la CIBC a demandé des clarifications à l'IRS, y compris une clause exigeant de

déployer les meilleurs efforts afin de résilier tous les baux avant le 31 décembre 2008, date à laquelle tous les avantages fiscaux liés aux baux non résiliés seront réputés prendre fin. La CIBC dispose de 60 jours à compter du 5 août 2008 pour accepter cette offre. L'IRS fournira bientôt des renseignements supplémentaires par écrit sur cette offre. Bien que la CIBC croie que ses provisions et ses imputations depuis le début de l'exercice reflètent de façon précise les conditions de l'offre de règlement de l'IRS, il est possible que la clarification de certaines conditions par l'IRS (et l'entente sur les montants réels) donnent lieu à des imputations supplémentaires au cours des trimestres à venir.

Perspectives

Au dernier trimestre de l'exercice, l'économie canadienne devrait continuer de connaître une croissance molle, freinée par la faiblesse des exportations et par les répercussions du recul récent de l'emploi sur les dépenses de consommation. La construction domiciliaire donne également des signes précurseurs de ralentissement. Il est probable que les taux d'intérêt demeureront généralement au même niveau jusqu'en 2009, la banque centrale étant en attente d'une indication de redressement économique aux États-Unis.

Marchés de détail CIBC devrait tirer parti des taux de chômage toujours historiquement bas qui favorisent la croissance des prêts et la qualité du crédit des ménages. Un ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier pourrait freiner le taux de croissance des prêts hypothécaires.

Quant à Marchés mondiaux CIBC, les préoccupations au sujet du risque de crédit, qui nuisent aux transactions mondiales par effet de levier, entraveront vraisemblablement l'activité de fusions et d'acquisitions et de négociation d'actions. Nous prévoyons que la demande de prêts augmentera, les investisseurs étant moins friands de titres adossés à des créances. La léthargie de l'économie américaine et la vigueur du dollar canadien pourraient laisser présager une période moins clémente sur le plan du risque de crédit lié aux grandes entreprises, pour certains secteurs de l'économie canadienne.

ACTIVITÉS EN COURS DE LIQUIDATION

Étant donné la conjoncture de marché incertaine et afin de nous concentrer sur les activités essentielles de Marchés mondiaux CIBC, nous avons réduit nos activités de crédit structuré et nos activités internationales de financement à effet de levier et avons mis sur pied une équipe spécialisée dont le mandat consiste à gérer les positions résiduelles et à les réduire.

Renseignements généraux sur les structures d'accueil

Les activités de crédit structuré sont généralement associées aux structures d'accueil. Les structures d'accueil sont des entités juridiques, prenant le plus souvent la forme d'une fiducie, et conçues pour répondre à des besoins précis et limités. Les structures d'accueil sont utilisées pour procurer une certaine liquidité du marché et créer des produits de placement destinés aux clients, en regroupant des blocs d'actifs homogènes ou une variété d'actifs distincts et en émettant une tranche unique de titres de créance à court terme, appelés papier commercial adossé à des créances (PCAC), ou des titres de créance multi-tranches à plus long terme, notamment des tranches super prioritaires, prioritaires, subordonnées, mezzanines ou de capitaux propres. Les structures d'accueil sont souvent désignées en fonction du type d'actifs qu'elles regroupent, comme les TAC hypothécaires à l'habitation, lesquels englobent des prêts hypothécaires ou des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) qui, à leur tour, regroupent des créances d'entreprises. En outre, les structures d'accueil peuvent regrouper des titres d'emprunt émis par d'autres structures d'accueil, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, et sont alors appelées titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Au sein de structures plus complexes, les structures d'accueil qui sont composées de titres émis par d'autres structures de TAC flux groupés, qui émettent à leur tour une tranche supplémentaire de titres d'emprunt, sont appelées des TAC flux groupés de TAC flux groupés. Notre participation dans les structures d'accueil est présentée dans la section Arrangements hors bilan du rapport de gestion.

Activités de crédit structuré en cours de liquidation **Vue d'ensemble et résultats**

Les activités de crédit structuré de Marchés mondiaux CIBC englobent nos activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins des activités de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluent l'entreposage d'actifs et la structuration des structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenons soient non couvertes. Nos autres activités comprennent l'intermédiation, la corrélation et la négociation, activités qui permettent de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation);

- par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats avant impôts

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf
	31 juillet	30 avril	mois terminés le
En millions de dollars	2008	2008	31 juillet
Compte de négociation	885 \$	2 340 \$	6 603 \$
Disponibles à la vente	-	144	230
Total	885 \$	2 484 \$	6 833 \$

Les activités de crédit structuré ont inscrit des pertes de 885 M\$ pour le trimestre, contre des pertes de 2,5 G\$ pour le trimestre précédent. Ces pertes s'expliquent surtout par le fait que la qualité du crédit des garants financiers s'est davantage détériorée et par les baisses de valeurs liées à l'évaluation à la valeur du marché des actifs sous-jacents, ces facteurs ayant donné lieu à des rajustements à la hausse importants de l'évaluation du crédit.

Changements apportés aux positions

ACA

Au cours du trimestre, les dérivés de crédit vendus pour lesquels nous avons souscrit une protection auprès de ACA ont été touchés par les événements suivants :

- la résiliation de nos dérivés de crédit vendus d'un montant nominal de référence de 97 M\$ US en raison de la défaillance des actifs sous-jacents, ce qui a entraîné une perte de 9 M\$ US pour le trimestre. Les dérivés de crédit correspondants souscrits auprès de ACA ont également été résiliés;
- la résiliation des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 339 M\$ US, qui a donné lieu à une perte de 2 M\$ US. Par conséquent, les dérivés de crédit correspondants souscrits auprès de ACA n'étaient plus couverts par une protection appariée;
- l'amortissement normal a réduit de 28 M\$ US le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit vendus et de nos dérivés de crédit correspondants souscrits auprès de ACA.

Le 7 août 2008, en compagnie d'autres institutions, nous avons conclu une entente avec ACA visant à restructurer les dérivés de crédit que ACA détenait auprès de diverses contreparties. La restructuration a entraîné la résiliation des contrats de dérivés de crédit. En retour, nous avons reçu environ 33 M\$ en espèces, représentant notre quote-part (16 %) du paiement en espèces initial. Nous avons également reçu, au prorata, un billet sur le surplus de la contrepartie émis par ACA, évalué à 8 M\$. Le billet sur le surplus de la contrepartie donne à son détenteur le droit de recevoir les rentrées résiduelles nettes de fonds de ACA et est assujéti à l'examen et à l'approbation de la Maryland Insurance Administration.

À la suite de la restructuration, notre placement (montant nominal de référence de 217 M\$ US, juste valeur de 11 M\$ US), et nos positions dans des dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence de 1 226 M\$ US, juste valeur négative de 1 097 M\$ US), auparavant couverts par ACA, n'étaient plus couverts en date du 7 août 2008.

Autres

Au cours du trimestre, outre les positions liées à ACA susmentionnées, nous avons réduit les positions des portefeuilles d'intermédiation, de corrélation et de négociation d'environ 1,5 G\$ US, et dénoué les dérivés de crédit souscrits connexes d'un montant similaire, de sorte que le montant total de la réduction du montant nominal de référence s'est élevé à environ 3,0 G\$ US.

	31 juillet	30 avril
En millions de dollars US, au	2008	2008
Montants nominaux de référence		
Placements et prêts ¹	10 261 \$	10 678 \$
Dérivés de crédit souscrits ²	34 128	35 832
Total des positions, montant brut	44 389 \$	46 510 \$
Dérivés de crédit et couvertures indicielles souscrits	43 384 \$	44 963 \$

1) Le montant nominal de référence des placements et des prêts représente le coût du placement initial.

2) Inclut le montant nominal de référence des dérivés de crédit vendus ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Total des positions

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en cours de liquidation de Marchés mondiaux CIBC. Notre filiale FirstCaribbean, qui fait partie de Marchés de détail CIBC, détient également des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui sont gérés séparément et figurent au tableau ci-dessous.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008

	Positions ¹				Couvertures				Positions non couvertes	Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts
	Placements et prêts		Dérivés de crédit souscrits et facilités de trésorerie et de crédit ²		Dérivés de crédit et couvertures indicielles souscrits					
					Garants financiers		Autres			
	Montant nominal de référence	Juste valeur ³	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁴	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{3,4}	Montant nominal de référence	Juste valeur ³		
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts⁵										
TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines	- \$	- \$	278 \$	264 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	278 \$	14 \$
TAC hypothécaires à l'habitation entreposés	365	20	-	-	-	-	-	-	365	20
Divers ⁷	146	11	-	-	-	-	-	-	146	11
Couvertures indicielles	-	-	-	-	-	-	75	58	(75)	(17)
	511	31	278	264	-	-	75	58	714	
Couverts										
Autres TAC flux groupés	1 498	226	4 908	3 867	5 789	4 695	550	361	67	
Dérivés de crédit souscrits non appariés ⁸	-	-	-	-	1 880	1 771	-	-	-	
Total des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 009 \$	257 \$	5 186 \$	4 131 \$	7 669 \$	6 466 \$	625 \$	419 \$	781 \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
Non couverts										
TAP flux groupés ²	257 \$	218 \$	161 \$	12 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	418 \$	
Titres de créance d'entreprises	209	187	-	-	-	-	-	-	209	
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ^{2,10}	459	270	639	s.o.	-	-	-	-	1 098	
Titres entreposés, autres que des TAC hypothécaires à l'habitation	160	78	-	-	-	-	-	-	160	
Divers ²	254	251	94	s.o.	-	-	-	-	348	
	1 339	1 004	894	12	-	-	-	-	2 233	
Couverts										
TAP flux groupés ¹¹	6 197	5 170	8 284	765	13 967	1 436	529	39	(15)	
Titres de créance d'entreprises	-	-	16 139	872	6 959	415	9 176	475	4	
TACHC	-	-	777	191	777	192	-	-	-	
Divers	716	585	2 848	303	2 871	381	730	46	(37)	
Dérivés de crédit souscrits non appariés	-	-	-	-	-	-	81	-	-	
Total des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	8 252	6 759	28 942	2 143	24 574	2 424	10 516	560	2 185	
Total	10 261 \$	7 016 \$	34 128 \$	6 274 \$	32 243 \$	8 890 \$	11 141 \$	979 \$	2 966 \$	
30 avril 2008	10 678	7 529	35 832	6 073	32 632	8 063	12 331	776	3 435	

- Nous avons exclu du tableau ci-dessus le total de nos placements dans les entités suivantes, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie au 31 juillet 2008, dont le montant nominal de référence est de 4 187 M\$ US et la juste valeur, de 4 149 M\$ US (le montant nominal de référence du total des placements au 30 avril 2008 s'élevait à 5 309 M\$ US et la juste valeur, à 5 283 M\$ US. Les montants constatés au trimestre précédent n'incluaient pas les positions en titres du marché monétaire dans une filiale extraterritoriale) :
 - des titres d'emprunt émis par Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 1 904 M\$ US et la juste valeur, à 1 880 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 1 029 M\$ US et d'une juste valeur de 1 008 M\$ US; par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 198 M\$ US et d'une juste valeur de 195 M\$ US; par la Federal Home Loan Banks, d'un montant nominal de référence de 1 000 M\$ US et d'une juste valeur de 999 M\$ US; et par la Federal Farm Credit Bank, d'un montant nominal de référence de 400 M\$ US et d'une juste valeur de 400 M\$ US;
 - des titres de participation de négociation émis par Fannie Mae (juste valeur de 3 M\$ US); et par Freddie Mac (juste valeur de 1 M\$ US) qui sont couverts par des positions à découvert dans des indices boursiers, et des titres de participation dans la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae) (juste valeur de 2 M\$ US);
 - des positions à découvert dans des titres d'emprunt, principalement des titres à venir, de Fannie Mae (d'un montant nominal de référence de 133 M\$ US et d'une juste valeur de 131 M\$ US) et de Freddie Mae (d'un montant nominal de référence de 217 M\$ US et d'une juste valeur de 208 M\$ US).
 - Nous avons procuré des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers (639 M\$ US), à des contreparties à des TAP flux groupés non couverts non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (64 M\$ US) et à des contreparties à d'autres titres non couverts non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation (94 M\$ US).
 - Compte tenu des rajustements de valeur des dérivés de crédit souscrits de 6,0 G\$.
 - Juste valeur des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
 - Compte tenu des réductions de valeur.
 - Au 31 juillet 2008, les TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanine avaient une cote de crédit de CC. Quant aux titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation entreposés, environ 46 % avaient une cote de première qualité, et 54 %, une cote de qualité inférieure (le pourcentage est calculé en fonction de la valeur du marché).
 - Comprend les positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation détenus par FirstCaribbean, venant à échéance dans 25 à 38 ans et assortis d'une cote de crédit de AA1 à AAA.
 - Au cours du trimestre, nous avons cédé et dénoué certaines de nos positions dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation qui étaient antérieurement couvertes, de sorte que les dérivés de crédit souscrits ne sont plus appariés.
 - Couverts auprès d'une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standards.
 - La position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation détenue par des fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers s'élevait à 110 M\$ au 31 juillet 2008.
 - Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non provisionnés d'un montant nominal de référence de 318 M\$ US (331 M\$ US au 30 avril 2008) et d'une juste valeur négative de 44 M\$ US (31 M\$ US au 30 avril 2008).
- s.o. sans objet

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 45 M\$ US (46 M\$) au 31 juillet 2008. Afin d'atténuer ce risque, nous avons recours à des couvertures indicielles de prêts hypothécaires à risque élevé d'un montant nominal de référence de 75 M\$ US (77 M\$), dont la juste valeur était de 58 M\$ US (59 M\$) au 31 juillet 2008. Au cours du trimestre, nous avons résilié des couvertures indicielles d'un montant nominal de référence de 225 M\$, en raison de la réduction de nos positions. Nous avons réalisé des gains sur les couvertures indicielles au cours du trimestre, déduction faite des pertes réalisées et latentes de 12 M\$ US (12 M\$) sur nos positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre quatre catégories : des TAP flux groupés, des titres de créance d'entreprises, des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers, des titres entreposés autres que des TACHC, et d'autres titres. Les titres de la cinquième catégorie, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC) détenus par FirstCaribbean, ont été vendus au cours du trimestre.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, d'un montant nominal de référence de 418 M\$ US (428 M\$), étaient pour la plupart cotés AAA au 31 juillet 2008 et étaient adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres de créance d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres de créance d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 209 M\$ US (214 M\$), sont constituées à environ 21 % de titres européens, 53 % de titres canadiens et 26 % de titres d'autres pays.

Fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers

Nous détenons des positions dans des fonds multicédants de PCAC qui sont partie à la « Proposition de Montréal » et dans des fonds multicédants de PCAC qui ne sont pas partie à la Proposition de Montréal et leur procurons des facilités de trésorerie d'un montant nominal de référence de 1 098 M\$ US (1 124 M\$).

Proposition de Montréal

En date du 31 juillet 2008, nous détenions une participation nominale de 452 M\$ (358 M\$ au 31 octobre 2007) dans des titres de PCAC non soutenu par des banques et assujettis à la Proposition de Montréal, y compris des titres souscrits pour un montant nominal de référence de 94 M\$ au troisième trimestre, soit un montant bien supérieur à l'estimation par la direction de la juste valeur de ces instruments, aux fins de réclamations. Ces titres de PCAC non soutenu par des banques sont adossés à des créances titrisées traditionnelles et à des titres adossés à des créances avec flux groupés financés par emprunt ou non, dont une partie est exposée au marché américain des prêts hypothécaires à risque élevé (le montant nominal de référence estimatif de l'exposition au marché américain des prêts hypothécaires à risque s'élevait à 110 M\$ au 31 juillet 2008).

Nous avons également procuré une facilité de trésorerie de 270 M\$ à l'un de ces fonds multicédants, laquelle était inutilisée

au 31 juillet 2008. Conformément aux conditions de la facilité, les billets du fonds multicédant, qui sont actuellement sans cote, doivent obtenir une cote R-1 (élevé) auprès de DBRS, de sorte qu'il est peu probable que la facilité soit utilisée. Si, comme nous le prévoyons, le plan de restructuration mis de l'avant par la Proposition de Montréal réussit, nous recevrons, au troisième trimestre, des billets prioritaires de catégorie A-1 d'un montant de 145 M\$, des billets prioritaires de catégorie A-2 d'un montant de 153 M\$ et divers billets subordonnés et effets reflet totalisant 152 M\$ ainsi que 2 M\$ d'intérêts courus, en échange de notre PCAC existant d'une valeur nominale de 452 M\$. Les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portent intérêt à un taux variable qui sera inférieur à celui du marché. Les intérêts et le capital des billets subordonnés, sous forme d'effets coupon zéro, ne seront versés que lorsque les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auront été acquittés en totalité. Les effets reflet seront remboursés à même les flux de trésorerie des actifs sous-jacents. Tous ces effets et ces billets devraient venir à échéance en décembre 2016.

Sur la base de la juste valeur estimative combinée de 258 M\$ de ces effets et de ces billets, nous avons constaté une perte cumulée de 170 M\$ au cours des trimestres précédents.

Par ailleurs, conformément au plan de restructuration, nous prévoyons participer à une facilité de financement sur marge afin de satisfaire aux exigences en matière de garantie des fonds multicédants restructurés. Selon les modalités de la facilité de financement sur marge, nous nous engagerons à fournir une facilité de prêt intacte de 300 M\$ qui sera utilisée dans l'éventualité peu probable que les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes ne soient pas respectées et que les nouvelles fiducies qui seront créées conformément à la Proposition de Montréal ne disposent pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux exigences en matière de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, nous serions autorisés à limiter notre engagement au montant initial de 300 M\$, ce qui pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Autres fonds multicédants de PCAC

Nous avons également procuré des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers qui ne sont pas partie à la Proposition de Montréal. Au cours du trimestre, sur ces facilités, un montant de 100 M\$ a été résilié et un montant de 140 M\$ a été utilisé. Les montants prélevés sont inclus dans le poste divers des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts dans le tableau de la page 14. Au 31 juillet 2008, sur ces facilités, un montant de 384 M\$ procuré à des fonds multicédants américains n'était toujours pas utilisé. Les actifs sous-jacents de ces fonds multicédants comprennent des prêts automobiles américains (50 %) et des TAC flux groupés américains (48 %), assortis d'échéances allant de cinq à huit ans. Une tranche de 40 M\$ des facilités inutilisées de 384 M\$ est assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Environ 87 % de ces 40 M\$ sont procurés à des fonds multicédants de TAC flux groupés. En outre, au 31 juillet 2008, nous détenions des placements et avions consenti des prêts totalisant 18 M\$ dans des fonds multicédants de PCAC soutenu par des tiers qui ne sont pas partie à la Proposition de Montréal.

Titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation

Une tranche de 73 % des actifs entreposés non couverts autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 160 M\$ US (164 M\$) sont des placements dans des TAP flux groupés adossés à des blocs diversifiés de prêts américains à effet de levier garantis prioritaires. Une tranche d'environ 14 % de ces actifs représente des placements dans des TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies exposées au marché américain des fiducies de placement immobilier. Une tranche de 7 % est exposée au marché immobilier commercial américain.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 254 M\$ US (260 M\$), consistent principalement en des droits cinématographiques à recevoir (40 %), des gains de loterie à recevoir (23 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (27 %).

Positions couvertes par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation)

ACA

Au cours du trimestre, nous avons constaté une charge de 102 M\$ US (104 M\$) à l'égard des positions couvertes par ACA. Nous avons augmenté de 12 M\$ US (12 M\$) nos rajustements de la valeur au titre des montants à recevoir de ACA pour les dérivés de crédit souscrits non appariés, ce qui a porté le total des rajustements de valeur à 3,0 G\$ US (3,1 G\$) au 31 juillet 2008. Dans le cadre de la restructuration de ACA susmentionnée survenue le 7 août 2008, nous avons réduit nos rajustements de l'évaluation du crédit lié à ACA, ce qui a permis d'inscrire un crédit de 11 M\$ US (11 M\$) aux bénéfices. Par conséquent, au 31 juillet 2008, la juste valeur des contrats de dérivés conclus

avec ACA totalisait 41 M\$ US (42 M\$), déduction faite du rajustement de valeur.

Autres contreparties

Nous avons également constaté une charge de 799 M\$ US (800 M\$) à l'égard des contrats de couverture des autres garants financiers, ce qui a porté nos rajustements de valeur à l'égard des autres garants financiers à 3,0 G\$ US (3,0 G\$) au 31 juillet 2008. La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès des autres garants financiers s'est établie à 2,9 G\$ US (2,9 G\$), déduction faite des rajustements de valeur. D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

Parmi les éléments qui réduisent le risque à l'égard des garants financiers, notons les couvertures de crédit dont le montant nominal de référence était de 205 M\$ US (210 M\$) et la juste valeur, de 65 M\$ US (67 M\$) au 31 juillet 2008. Au cours du trimestre, nous avons constaté un gain de 66 M\$ US (68 M\$) au titre de ces couvertures, compte non tenu du coût des primes. Ces couvertures du risque de crédit sont des contrats types du marché et sont généralement offertes par chaque assureur. Elles ne visent pas expressément les contrats que nous avons avec chaque assureur. Après le 31 juillet 2008, nous avons résilié ces couvertures, ce qui a permis de réaliser des gains.

Nous détenons également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 31 juillet 2008, chacune de ces positions affichait un bon rendement et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 220 M\$ US.

Les tableaux suivants présentent les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite par la contrepartie auprès des garants financiers. La juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008

Contrepartie	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Total	
	Standard & Poor's	Moody's Investors Services	Fitch Ratings	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	PMV liée au risque de crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	PMV liée au risque de crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur nette	
I	AA ^{2,3}	A2	- ⁴	75 \$	23 \$	(12) \$	2 031 \$	292 \$	(157) \$	2 106 \$	146 \$	
II	AA ^{2,3}	Aa3	- ⁴	541	434	(169)	1 786	319	(125)	2 327	459	
III	A- ²	Ba2 ⁵	CCC	618	573	(366)	1 515	185	(118)	2 133	274	
IV	BB ²	B1	CCC	533	494	(333)	2 308	222	(150)	2 841	233	
V	BBB- ²	B2 ^{5,6}	CCC ⁶	2 580	1 873	(807)	2 678	281	(121)	5 258	1 226	
VI	CCC	-	-	3 322	3 069	(3 028)	-	-	-	3 322	41	
VII	AAA	Aaa ²	AAA	-	-	-	5 200	285	(178)	5 200	107	
VIII	AAA	Aaa ²	AAA	-	-	-	5 115	481	(218)	5 115	263	
IX	AAA	Aaa ²	AAA	-	-	-	1 491	156	(56)	1 491	100	
X	A ²	A3	- ⁷	-	-	-	2 252	200	(146)	2 252	54	
XI	A+	A3	A+ ²	-	-	-	198	3	(1)	198	2	
Total, garants financiers				7 669 \$	6 466 \$	(4 715) \$	24 574 \$	2 424 \$	(1 270) \$	32 243 \$	2 905 \$	
30 avril 2008				7 879 \$	6 223 \$	(4 667) \$	24 753 \$	1 840 \$	(502) \$	32 632 \$	2 894 \$	

- 1) Compte non tenu des rajustements de valeur.
- 2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'incidences négatives.
- 3) Surveillance de crédit retirée en août 2008.
- 4) Cote retirée en juin 2008, n'est plus noté par Fitch Ratings.
- 5) Fait l'objet d'une surveillance de crédit.
- 6) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'incidences positives depuis août 2008.
- 7) Cote retirée en mai 2008, n'est plus noté par Fitch Ratings.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008

Contrepartie	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation				Total
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence				
	TAC	TAP flux groupés	Titres de créance d'entreprises	TACHC	Divers		
I	75 \$	686 \$	- \$	777 \$	568 \$	2 031 \$	
II	541	952	-	-	834	1 786	
III	618	1 387	-	-	128	1 515	
IV	533	2 010	-	-	298	2 308	
V	2 580	2 678	-	-	-	2 678	
VI	3 322	-	-	-	-	-	
VII	-	-	5 200	-	-	5 200	
VIII	-	4 865	-	-	250	5 115	
IX	-	1 314	-	-	177	1 491	
X	-	75	1 759	-	418	2 252	
XI	-	-	-	-	198	198	
Total, garants financiers	7 669 \$	13 967 \$	6 959 \$	777 \$	2 871 \$	24 574 \$	
30 avril 2008	7 879 \$	14 075 \$	6 959 \$	777 \$	2 942 \$	24 753 \$	

Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Couverts

Les positions liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, d'un montant nominal de référence de 5,8 G \$ couvert par les garants financiers, comprennent des TAC flux groupés super prioritaires dont les actifs sous-jacents sont composés à environ 45 % de TAC hypothécaires à l'habitation à risque élevé, à environ 28 % de TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, à environ 13 % de TAC flux groupés de TACM et à environ 14 % de titres autres que du marché des prêts hypothécaires à l'habitation. Environ 22 % des actifs sous-jacents à risque élevé et des actifs assortis d'une cote Alt-A ont été émis avant 2006, et 78 %, en 2006 et en 2007. Les positions à risque élevé sont celles qui ont obtenu un résultat inférieur à 660 de la Fair Isaac Corporation (FICO), et les actifs sous-jacents cotés Alt-A sont ceux dont le résultat de la FICO se situe entre 660 et 720.

Dérivés de crédit souscrits non appariés

Les actifs de référence sous-jacents des dérivés de crédit non appariés, dont le montant nominal de référence s'élève à 1,9 G \$ et qui ont été souscrits auprès de garants financiers, constituent des TAC flux groupés super prioritaires dont environ 81 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 1 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A et 18 %, des TAC flux groupés de TACM. Environ 46 % des actifs sous-jacents à risque élevé assortis d'une cote Alt-A sont des TAC hypothécaires à l'habitation émis avant 2006, et 54 %, en 2006 et en 2007.

Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs sous-jacents à notre exposition aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, qui est couverte par les garants financiers.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008

	Montant nominal de référence/Tranche		Juste valeur/Tranche			Durée moyenne pondérée (en années)	Actifs sous-jacents de première qualité ²	Subordination			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Total des tranches ¹	Haut	Faible			Haut	Faible	Moyenne	Fourchette
TAP flux groupés	13 967 \$	1 436 \$	82 \$	375 \$	25 \$	46 \$	- \$	5,4	1 %	32 %	6 - 67 %
Titres de créance d'entreprises	6 959	415	11	800	259	93	13	4,3	75 %	19 %	15 - 30 %
TACHC	777	192	2	453	324	102	90	6,5	66 %	44 %	43 - 46 %
Divers											
Autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	481	57	5	178	20	22	-	6,9	n.d.	32 %	1 - 53 %
Titres privilégiés de fiducie	873	175	12	128	24	50	3	5,1	n.d.	49 %	46 - 57 %
Divers	1 517	149	13	270	1	68	-	8,0	n.d.	17 %	0 - 53 %
Total	24 574 \$	2 424 \$	125 \$	2 204 \$	653 \$	381 \$	106 \$				

1) Une tranche constitue une portion des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.

2) Ou l'équivalent en fonction des cotes de crédit internes.

n.d. Non disponible.

TAP flux groupés

Les TAP flux groupés, qui sont principalement des tranches assorties d'une cote AAA, comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (30 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (18 %) et le secteur manufacturier (15 %). Seulement 4 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. L'exposition aux titres américains et aux titres européens représente respectivement 63 % et 32 % des actifs.

Titres de créance d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres de créance d'entreprises comprennent 11 tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres de créance d'entreprises américains (56 %) et européens (34 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (27 %), le secteur des institutions financières (14 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (10 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (9 %).

TACHC

Les deux tranches des portefeuilles de TACHC de référence synthétiques adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux sont situées surtout aux États-Unis.

Divers

Les titres divers comprennent les TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies, qui sont des instruments de fonds propres de deuxième catégorie novateurs émis par les banques régionales américaines et les assureurs américains, les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autre actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les contrats de location d'aéronefs, les contrats de location de wagons et les créances afférentes au domaine du cinéma.

Titres couverts par d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

En millions de dollars US, au	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008
Institutions financières non bancaires	550 \$	361 \$	309 \$	18 \$	859 \$	992 \$	379 \$	305 \$
Banques	-	-	948	66	948	1 434	66	28
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	9 176	475	9 176	9 256	475	245
Gouvernements	-	-	-	-	-	347	-	-
Divers	-	-	2	1	2	2	1	1
Total	550 \$	361 \$	10 435 \$	560 \$	10 985 \$	12 031 \$	921 \$	579 \$

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008	Liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		
	Montant nominal de référence	TAC ¹	Montant nominal de référence		
			TAP flux groupés ²	Titres de créance d'entreprises	Divers ³
Institutions financières non bancaires	550 \$	- \$	- \$	- \$	309 \$ ⁴
Banques	-	529	-	-	419 ⁴
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	-	9 176	-
Gouvernements	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	2 ⁴
Total	550 \$	529 \$	529 \$	9 176 \$	730 \$
30 avril 2008	591 \$	529 \$	529 \$	9 256 \$	1 655 \$

1) Le montant de 550 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 76 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 3 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 10 %, des TAC flux groupés de TACM et 11 %, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.

2) Les actifs sous-jacents sont composés à 3 % d'actifs de première qualité, les positions nord-américaines représentant 4 % des actifs et les positions européennes, 96 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (40 %), le secteur manufacturier (20 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (14 %), alors que seulement 3 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.

3) Les actifs sous-jacents sont composés à 71 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente. Les positions nord-américaines représentent 36 % des actifs et les positions européennes, 31 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services financiers et des banques (31 %), les secteurs de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (14 %) et les secteurs minier, pétrolier et gazier (12 %), alors que seulement 2 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

4) Comprend principalement des swaps sur défaillance liés à un débiteur particulier qui couvrent les swaps sur défaillance liés à un débiteur particulier et les titres vendus.

Fonds multicédants canadiens

Nous souscrivons une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multicédants canadiens et générons une marge excédentaire en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multicédants respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. L'une des contreparties à ces fonds multicédants, Great North Trust, est soutenue par la CIBC et les autres contreparties aux fonds multicédants sont partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché	Biens donnés en garantie ²
Fonds multicédants				
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 826 \$	291 \$	406 \$ ⁴
Nemertes I/ Nemertes II	160 entreprises de qualité supérieure ⁵	4 350	184	462
Total		9 176 \$	475 \$	868 \$
30 avril 2008		9 256 \$	245 \$	766 \$

- 1) Ces positions ont une échéance allant de 5 à 8 ans.
- 2) Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multicédants soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, le papier commercial émis par les fonds multicédants de titrisation soutenus par la CIBC, et les acceptations bancaires de la CIBC et les engagements en matière de financement.
- 3) Portefeuille statique de 125 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de qualité supérieure à la date de création de l'indice, et dont 85 % ont une cote d'au moins Baa3. Parmi les entités de référence, 123 sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,4 % du portefeuille. Le point d'attache se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- 4) Comprennent les engagements financiers de 114 M\$ US (avec indemnités) de certains investisseurs tiers dans Great North Trust.
- 5) Portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91,3 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération, et 87 % des entités ont actuellement une cote d'au moins Baa3 (qualité supérieure). Parmi les entités de référence, 77 sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Le point d'attache se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain. Nereus soutient les fiducies Nemertes I et Nemertes II.

Activités de financement à effet de levier

Nous procurons du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. Nous garantissons généralement le crédit financier à effet de levier et syndiquons la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous avons vendu nos activités américaines de financement à effet de levier, dans le cadre de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer et nous sommes en voie de liquider nos activités de financement à effet de levier en Europe.

De même que pour les activités de crédit structuré en cours de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet levier en Europe en voie d'être liquidées est également géré par une équipe spécialisée qui a pour mandat de réduire le portefeuille résiduel. Au 31 juillet 2008, nous avons financé des prêts à effet de levier de 924 M\$ (851 M\$ au 30 avril 2008), dont

des prêts totalisant 1 M\$ (néant au 30 avril 2008) sont considérés comme douteux, ainsi que des lettres de crédit et des engagements non émis de 288 M\$ (374 M\$ au 30 avril 2008), dont 23 M\$ (néant au 30 avril 2008) sont considérés comme douteux. En outre, nous avons inscrit une perte de 5 M\$ liée à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts douteux et des engagements non émis au cours du trimestre.

Nos positions dans des prêts à effet de levier européens sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 31 juillet 2008	Montants tirés ¹	Montants non utilisés ¹
Construction	85 \$	37 \$
Secteur manufacturier	312	111
Services	254	63
Transports et services publics	41	33
Négociation en gros	232	44
Total	924 \$	288 \$

- 1) Comprend la perte de valeur.

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du papier commercial aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous procurons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 31 juillet 2008, nous détenons des titres de PCAC émis par les fonds multicédants que nous soutenons totalisant 44 M\$ (3,1 G\$ au 31 octobre 2007), et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 9,8 G\$. Nous avons également procuré des facilités de crédit de 60 M\$ à ces fonds multicédants au 31 juillet 2008.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans nos fonds multicédants.

En millions de dollars, au 31 juillet 2008	Montant capitalisé	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 642 \$	2,3
Location de véhicules	2 709	1,2
Prêts aux franchises	785	1,7
Prêts automobiles	608	1,1
Cartes de crédit	975	4,6 ¹
Financement de stocks des détaillants	487	1,3
Locations de matériel et prêts pour le matériel	351	1,4
Divers	26	1,9
Total	9 583 \$	2,0
30 avril 2008	12 160 \$	2,0

1) Sur la base de la période de rechargement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé un rendement conforme aux critères qu'ils sont tenus de rencontrer pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Nous avons également titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations de titrisation effectuées au cours du trimestre figurent à la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire. Le programme de construction offre un taux de financement variable pour les propriétés en construction. Le programme intermédiaire de construction offre des taux de financement fixes et variables pour les propriétés qui sont entièrement louées, dont une partie reste encore à louer ou à rénover. Après la phase de construction et la phase intermédiaire et une fois que les biens sont prêts à devenir productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent. Ces prêts hypothécaires commerciaux sont ensuite vendus aux programmes de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. L'activité continue d'avoir des capacités de négociation et de distribution de TACHC.

Au 31 juillet 2008, le groupe détenait des TACHC d'une valeur marchande de 3,3 M\$ US. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 31 juillet 2008.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2008	Engagements non capitalisés	Prêts capitalisés ²
Programme de prêt à la construction	298 \$	622 \$
Programme de crédit relais	164	1 129
Prêts hypothécaires commerciaux à taux fixe	-	151 ¹
Total	462 \$	1 902 \$
30 avril 2008	413 \$	1 944 \$

- 1) Représente la valeur marchande des prêts provisionnés de 209 M\$ US.
- 2) Des prêts provisionnés de 190 M\$ sont couverts économiquement au moyen de swaps sur taux d'intérêt et de swaps sur rendement total. Les prêts sont consentis aux sociétés du secteur immobilier commercial et sont assortis d'échéance variant de 1 an à 2 ans.

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêts	1 327 \$	1 349 \$	1 180 \$	3 830 \$	3 318 \$
Revenu autre que d'intérêts	578	(1 223)	1 799	(2 320)	5 802
Total du revenu	1 905	126	2 979	1 510	9 120
Dotation à la provision pour pertes sur créances	203	176	162	551	471
Frais autres que d'intérêts	1 725	1 788	1 819	5 274	5 738
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(23)	(1 838)	998	(4 315)	2 911
Charge (économie) d'impôts	(101)	(731)	157	(1 834)	479
Participations sans contrôle	7	4	6	15	20
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	835 \$	(2 496) \$	2 412 \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 147 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des frais d'intérêts des activités de négociation, de la croissance des volumes des produits de détail, du revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôts et de la hausse du revenu d'intérêts de FirstCaribbean. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les frais d'intérêts liés aux baux adossés.

Le revenu net d'intérêts a diminué de 22 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des frais d'intérêts liés aux baux adossés, partiellement neutralisée par la croissance des volumes de produits de détail, le revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôts et par le fait que le trimestre comptait deux jours de plus.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, le revenu net d'intérêts a augmenté de 512 M\$, ou 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des volumes des produits de détail, de la diminution du revenu d'intérêts des activités de négociation, des frais d'intérêts plus élevés de FirstCaribbean, du revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôts et du fait que le trimestre comptait un jour de plus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les frais d'intérêts liés aux baux adossés.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a été inférieur de 1 221 M\$, ou 68 %, à celui du même trimestre de 2007, en raison principalement des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Par ailleurs, la diminution des activités de négociation, l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, le recul du revenu tiré d'instruments

financiers désignés à la juste valeur et des gains sur les valeurs disponibles à la vente ont aussi contribué à ce fléchissement.

Le revenu autre que d'intérêts a été supérieur de 1 801 M\$ à celui du trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. En outre, la progression des activités de négociation, la perte de change subie au trimestre précédent sur le rapatriement des bénéfices non répartis de nos activités américaines et la hausse des gains sur les valeurs disponibles à la vente sont autant de facteurs à avoir favorisé cette augmentation.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le revenu autre que d'intérêts a été inférieur de 8 122 M\$ à celui de la même période de 2007, du fait surtout des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Par ailleurs, la diminution des activités de négociation, l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, le recul du revenu tiré d'instruments financiers désignés à la juste valeur ainsi que des gains sur les valeurs disponibles à la vente ont contribué à ce fléchissement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des gains sur les dérivés de crédit.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 41 M\$, ou 25 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des pertes dans le portefeuille des cartes attribuable à la croissance des volumes, à l'augmentation de la dotation à la provision se rapportant à l'échéance des créances antérieurement titrisées dans le segment des

cartes et aux pertes plus importantes. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les améliorations dans le portefeuille de prêts personnels. Les pertes plus importantes subies par Marchés mondiaux CIBC aux États-Unis et en Europe ont également contribué à cette augmentation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 27 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes dans le portefeuille des cartes pour les raisons susmentionnées.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 a progressé de 80 M\$, ou 17 %, en regard de la même période en 2007. Les pertes plus élevées subies par le portefeuille de cartes attribuables aux facteurs susmentionnés et aux reprises moins élevées de Marchés mondiaux CIBC en Europe, et par les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements ont été partiellement compensées par les améliorations dans le portefeuille de crédit personnel. Le deuxième trimestre de 2007 a profité d'une reprise de 24 M\$ de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 94 M\$, ou 5 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement, des commissions, des charges de retraite, des frais de télécommunication et des frais informatiques. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la hausse des frais juridiques.

Les frais autres que d'intérêts ont connu une baisse de 63 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement de la diminution des frais juridiques, en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 464 M\$, ou 8 %, pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 par rapport à la période correspondante de 2007. Ce recul a découlé essentiellement de la diminution de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la hausse des frais juridiques. Les résultats du trimestre considéré ont été avantagés par la baisse des commissions, des charges de retraite et des frais de communication.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 101 M\$ par rapport à une charge d'impôts de 157 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent. Cette variation a été entraînée principalement par la réduction du revenu. Les résultats du trimestre précédent ont également été favorisés par les recouvrements d'impôts. L'économie d'impôts réalisée au cours du trimestre considéré est plus importante que la perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle, du fait que les bénéfices sont gagnés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents. L'économie d'impôts sur les bénéfices a diminué de 630 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la diminution de la perte avant impôts sur les bénéfices.

L'économie d'impôts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 a atteint 1 834 M\$, comparativement à une charge de 479 M\$ pour la même période de 2007. L'économie d'impôts s'explique par la perte subie au cours de la période considérée.

Le taux de recouvrement d'impôts réel a atteint 439,1 % pour le trimestre, en regard de 15,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 39,8 % pour le trimestre précédent. Le taux élevé de recouvrement d'impôts du trimestre considéré est attribuable au facteur susmentionné. Le taux de recouvrement d'impôts réel pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est établi à 42,5 % comparativement à un taux d'imposition réel de 16,5 % pour la période correspondante de 2007.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1,3 G\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 82 M\$ US (84 M\$). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital de 954 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, et un montant de 68 M\$ lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien s'est apprécié de 5 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du troisième trimestre de 2007, ce qui a donné lieu à une diminution de 11 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Le dollar canadien s'est déprécié de 1 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre précédent, qui a entraîné une augmentation de 1 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des établissements dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Le dollar canadien s'est apprécié de 11 % en moyenne par rapport au dollar américain pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 en regard de la même période de 2007, d'où la diminution de 223 M\$ de la valeur convertie des bénéfices des opérations dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain.

Revue de l'information financière trimestrielle

	2008			2007			2006	
En millions de dollars, sauf les données par action pour les trois mois terminés le	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juillet	30 avril	31 janv.	31 oct.
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 355 \$	2 239 \$	2 371 \$	2 794 \$	2 386 \$	2 309 \$	2 273 \$	2 171 \$
Marchés mondiaux CIBC	(598)	(2 166)	(2 957)	5	455	606	662	572
Siège social et autres	148	53	65	147	138	135	156	147
Total du revenu	1 905	126	(521)	2 946	2 979	3 050	3 091	2 890
Dotation à la provision pour pertes sur créances	203	176	172	132	162	166	143	92
Frais autres que d'intérêts	1 725	1 788	1 761	1 874	1 819	1 976	1 943	1 892
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(23)	(1 838)	(2 454)	940	998	908	1 005	906
Charge (économie) d'impôts	(101)	(731)	(1 002)	45	157	91	231	87
Participations sans contrôle	7	4	4	11	6	10	4	-
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	(1 456) \$	884 \$	835 \$	807 \$	770 \$	819 \$
Bénéfice net (perte nette) par action – de base	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,55 \$	2,33 \$	2,29 \$	2,13 \$	2,34 \$
– dilué(e) ¹	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,53 \$	2,31 \$	2,27 \$	2,11 \$	2,32 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice (la perte) dilué(e) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué(e) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre de façon générale une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

L'acquisition de FirstCaribbean s'est traduite par une augmentation du revenu de Marchés de détail CIBC depuis le premier trimestre de 2007. De plus, les revenus ont été particulièrement élevés au quatrième trimestre de 2007 en raison du gain lié à la restructuration de Visa. Les revenus de Marchés mondiaux CIBC ont été touchés négativement depuis le troisième trimestre de 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, tout particulièrement pendant les trois trimestres de l'exercice en cours en raison des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les provisions liées aux prêts de détail ont augmenté en 2008, en grande partie en raison des pertes plus élevées subies par le portefeuille de cartes du fait de la croissance des volumes, de la hausse des provisions liées à l'expiration des créances antérieurement titrisées dans le segment des cartes et de l'augmentation des pertes, ces facteurs ayant été en partie neutralisés par les améliorations dans le portefeuille de prêts personnels. Les

recouvrements et les reprises associés aux prêts aux entreprises ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé. Les reprises de la provision générale ont été incluses dans les résultats du deuxième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006.

Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés en 2007 en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. La rémunération liée au rendement a diminué depuis le troisième trimestre de 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions juridiques a également donné lieu à une baisse des frais au troisième et au quatrième trimestres de 2007.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au cours des trois premiers trimestres de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Les recouvrements d'impôts liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats des trois derniers trimestres de 2007 et du dernier trimestre de 2006. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, jusqu'aux deuxième et troisième trimestres de 2008. Les dividendes exonérés d'impôts reçus aux quatrième trimestres de 2007 et de 2006 ont été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont été avantagés par le taux d'imposition moindre sur le gain lié à la restructuration de Visa, et les résultats des deux derniers trimestres de 2007 ont été favorisés par un taux d'imposition plus faible sur la reprise nette sur les provisions pour frais juridiques. L'économie d'impôts sur la perte de change découlant du rapatriement des bénéfices non répartis de nos établissements étrangers a été incluse dans les résultats du deuxième trimestre de 2008. La charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères est comprise dans les résultats du quatrième trimestre de 2007.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 45 de la Reddition de comptes annuelle de 2007.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

En millions de dollars, sauf les données par action		Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
		31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêts		1 327 \$	1 349 \$	1 180 \$	3 830 \$	3 318 \$
Revenu autre que d'intérêts		578	(1 223)	1 799	(2 320)	5 802
Total des revenus présentés selon les états financiers	A	1 905	126	2 979	1 510	9 120
Rajustement de la BIE	B	44	60	65	165	181
Total des revenus (BIE) ¹	C	1 949 \$	186 \$	3 044 \$	1 675 \$	9 301 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D	1 725 \$	1 788 \$	1 819 \$	5 274 \$	5 738 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels		11	10	11	31	28
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E	1 714 \$	1 778 \$	1 808 \$	5 243 \$	5 710 \$
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) selon les états financiers	F	(23) \$	(1 838) \$	998 \$	(4 315) \$	2 911 \$
Rajustement de la BIE	B	44	60	65	165	181
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE) ¹	G	21 \$	(1 778) \$	1 063 \$	(4 150) \$	3 092 \$
Bénéfice avant impôts déclarés présentés selon les états financiers	H	(101) \$	(731) \$	157 \$	(1 834) \$	479 \$
Rajustement de la BIE	B	44	60	65	165	181
Autres rajustements fiscaux	I	-	-	69	56	160
Impôts sur les bénéfices rajustés ¹	J	(57) \$	(671) \$	291 \$	(1 613) \$	820 \$
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	K	41 \$	(1 141) \$	783 \$	(2 586) \$	2 271 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels		8	8	8	24	21
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	L	49 \$	(1 133) \$	791 \$	(2 562) \$	2 292 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base (en milliers)	M	380 877	380 754	335 755	366 686	336 511
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – dilué (en milliers)	N	382 172	382 377	338 691	368 352	339 739
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C	88,0 %	négl.	59,4 %	négl.	61,4 %
Taux d'imposition réel déclaré (BIE) ^{1,2}	(H+B)/G	(271,4) %	37,7 %	20,9 %	40,2 %	21,3 %
Taux d'imposition réel rajusté ^{1,2}	(H+I)/F	439,1 %	39,8 %	22,6 %	41,2 %	22,0 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) ^{1,2}	J/G	(271,4) %	37,7 %	27,4 %	38,9 %	26,5 %
(Perte) bénéfice de base par action – comptabilité de caisse ¹	L/M	0,13 \$	(2,98) \$	2,36 \$	(6,99) \$	6,81 \$
(Perte) bénéfice dilué par action – comptabilité de caisse ^{1,3}	L/N	0,13 \$	(2,98) \$	2,34 \$	(6,99) \$	6,75 \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

2) Pour les périodes terminées le 31 juillet 2008 et le 30 avril 2008, représente les taux de recouvrement d'impôt applicables à la perte avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle.

3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

négl. Négligeable en raison de la perte nette.

Répartitions internes

La Trésorerie a une incidence sur les résultats financiers présentés par les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC) au moyen de deux mécanismes.

Fixation des prix de cession interne des fonds

Chaque secteur d'activité se voit imputer un coût de financement marginal établi en fonction du marché pour les actifs montés et se voit créditer la valeur du financement des passifs ou du financement offert par le secteur d'activité. En raison des variations des taux du marché, le système de fixation des prix de cession des fonds prend immédiatement en compte ces variations dans les soldes des actifs nouvellement montés, ce qui se répercute sur le rendement de chaque secteur d'activité.

Répartition des revenus de la Trésorerie

Une fois que le prix du risque inhérent aux actifs et aux passifs liés aux clients est cédé en interne à la Trésorerie, il est géré conformément au cadre et aux limites du risque de la CIBC. La plupart des revenus tirés de ces activités sont affectés au segment « autres » de chaque secteur d'activité stratégique et ont une incidence sur ce segment. Une composante des revenus de la Trésorerie, les bénéfices sur le capital non réparti, continue d'être constatée au segment Siège social et autres.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC offrent une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des clients de services bancaires d'entreprise, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenus					
Services bancaires personnels et PME	563 \$	540 \$	537 \$	1 647 \$	1 555 \$
Service Impérial	250	239	247	733	716
Courtage de détail	275	264	295	815	891
Cartes	460	415	405	1 298	1 214
Prêts hypothécaires et crédit personnel	292	302	367	913	1 104
Gestion d'actifs	117	116	126	353	373
Groupe Entreprises	127	117	127	370	369
FirstCaribbean	165	122	133	413	333
Divers	106	124	149	423	413
Total des revenus (a)	2 355	2 239	2 386	6 965	6 968
Dotation à la provision pour pertes sur créances	196	174	167	525	501
Frais autres que d'intérêts (b)	1 377	1 380	1 406	4 110	4 177
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	782	685	813	2 330	2 290
Charge d'impôts	203	174	212	579	491
Participations sans contrôle	7	2	5	13	16
Bénéfice net (c)	572 \$	509 \$	596 \$	1 738 \$	1 783 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	58,5 %	61,6 %	58,9 %	59,9 %	60,0 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	7 \$	8 \$	8 \$	23 \$	21 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ² ((b-d)/a)	58,2 %	61,3 %	58,6 %	58,7 %	59,6 %
Rendement des capitaux propres ²	45,6 %	42,0 %	47,8 %	47,2 %	50,9 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(162) \$	(154) \$	(157) \$	(472) \$	(447) \$
Bénéfice économique ² (c+e)	410 \$	355 \$	439 \$	1 266 \$	1 336 \$
Effectif permanent	28 341	28 253	27 612	28 341	27 612

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net a fléchi de 24 M\$, ou 4 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison d'un léger recul des revenus et des pertes sur prêts plus élevées, le tout en partie contrebalancé par une diminution des dépenses.

Le bénéfice net a progressé de 63 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison du gain réalisé à la vente de nos actions de Visa Inc. restantes, de la croissance du volume et du fait que le trimestre comptait deux jours de plus, le tout en partie contrebalancé par les pertes sur prêts plus élevées.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 a reculé de 45 M\$, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de 2007, laquelle a profité d'un recouvrement d'impôts de 80 M\$. Déduction faite du recouvrement d'impôts, le bénéfice net a augmenté grâce à la diminution des dépenses, en partie compensée par les pertes sur prêts plus élevées.

Notre méthode de fixation des prix de cession interne des fonds prévoit un paiement de liquidité aux unités d'exploitation qui génèrent ou fournissent du financement et impose un coût relatif aux liquidités aux unités d'exploitation qui utilisent le financement. Comparativement au trimestre précédent et au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de façon générale, cette situation a eu une incidence minime sur les résultats de Marchés de détail CIBC.

Revenus

Les revenus ont diminué de 31 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La forte croissance continue des volumes et le gain réalisé à la vente des actions de Visa Inc. ont été contrebalancés par la baisse des revenus de trésorerie répartis. Les marges étaient assez minces puisque le rétrécissement a entraîné la baisse des taux d'intérêt, la transformation continue de notre gamme de produits découlant de la croissance des

prêts garantis et les conditions concurrentielles du marché ont été contrebalancées par les améliorations découlant de FirstCaribbean.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 26 M\$, surtout en raison de l'augmentation des revenus tirés des dépôts par suite d'une croissance des volumes de 4 % et la fixation favorable des prix de cession interne des fonds.

Le recul de 20 M\$ des revenus du Courtage de détail est principalement attribuable à la diminution des opérations de négociation et des nouvelles émissions.

Les revenus du segment Cartes ont connu une hausse de 55 M\$, principalement en raison de la croissance des volumes de 12 %, du gain réalisé à la vente des actions de Visa et des revenus tirés des frais plus élevés, le tout en partie contrebalancé par la fixation défavorable des prix de cession interne des fonds.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué de 75 M\$. La forte croissance des volumes des prêts hypothécaires à l'habitation, soit 12 %, et celle des prêts garantis, soit 16 %, ont été plus que contrebalancées par la fixation défavorable des prix de cession interne des fonds et la diminution des frais liés au refinancement hypothécaire.

Les revenus de FirstCaribbean ont augmenté de 32 M\$ en raison de l'augmentation des marges sur dépôts, des revenus tirés des frais et des revenus liés aux opérations sur valeurs mobilières.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 43 M\$, en raison de la baisse des revenus de trésorerie répartis, contrebalancée en partie par la hausse des revenus de Services financiers le Choix du Président alors que les soldes des produits augmentaient de 20 %.

Les revenus se sont accrus de 116 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre précédent. La forte croissance des volumes, le gain réalisé à la vente des actions de Visa Inc. et le fait que le trimestre comptait deux jours de plus ont été en partie contrebalancés par la diminution des revenus de trésorerie répartis, ce qui a également contribué au rétrécissement des marges.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 23 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes, du fait que le trimestre comptait deux jours de plus, et de l'augmentation des revenus tirés des frais, le tout en partie contrebalancé par une légère diminution des marges.

Les revenus du segment Cartes ont progressé de 45 M\$, principalement en raison de la vente des actions de Visa Inc., de la croissance des volumes et du fait que le trimestre comptait deux jours de plus.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont reculé de 10 M\$, surtout en raison du rétrécissement des marges, en partie contrebalancé par la croissance des volumes et le fait que le trimestre comptait deux jours de plus.

Les revenus de Groupe Entreprises ont augmenté de 10 M\$, principalement en raison de la croissance des volumes dans les dépôts et de l'augmentation des revenus tirés des frais.

Les revenus de FirstCaribbean ont connu une hausse de 43 M\$, principalement en raison de la croissance des revenus liés aux opérations sur valeurs mobilières et de la vente des actions de Visa Inc.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 18 M\$ surtout en raison de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, les revenus ont diminué de 3 M\$ en regard de la même période de 2007. La forte croissance des volumes a été contrebalancée par la baisse des revenus du courtage. Les marges étaient assez minces puisque le rétrécissement entraîné par la baisse des taux d'intérêt, la transformation de notre gamme de produits découlant de la croissance des prêts garantis et les conditions concurrentielles du marché ont été contrebalancés par les améliorations découlant de FirstCaribbean.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 92 M\$, en raison de la fixation favorable des prix de cession interne des fonds et de la croissance de 4 % des dépôts des consommateurs.

Les revenus de Service Impérial se sont accrus de 17 M\$ en raison de la croissance des volumes.

Le recul de 76 M\$ des revenus du Courtage de détail résulte de la diminution des opérations de négociation et des nouvelles émissions.

Les revenus du segment Cartes ont connu une hausse de 84 M\$ principalement en raison de la croissance de 13 % des encours et de la hausse des revenus tirés des frais, en partie contrebalancées par la fixation défavorable des prix de cession interne des fonds.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont diminué de 191 M\$. La forte croissance des volumes des prêts hypothécaires à l'habitation, soit 12 %, et celle des prêts garantis, soit 15 %, a été plus que contrebalancées par une fixation défavorable des prix de cession interne des fonds et la diminution des frais liés au refinancement hypothécaire. Le transfert continu du portefeuille de prêts vers les lignes de crédit garanties a eu une incidence négative sur les marges.

Les revenus du segment Gestion d'actifs ont reculé de 20 M\$ en raison surtout de la diminution des revenus tirés des frais.

Les revenus de FirstCaribbean ont augmenté de 80 M\$ puisque les revenus de la période précédente ne sont inclus qu'à partir de la date d'acquisition du 22 décembre 2006. Avant cette date, FirstCaribbean était comptabilisée à la valeur de consolidation et les revenus étaient inclus au poste divers.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 10 M\$, en raison de la hausse des revenus de Services financiers le Choix du Président, en partie contrebalancée par la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 29 M\$, ou 17 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des pertes du portefeuille des cartes attribuable à

la croissance des volumes, à l'augmentation de la dotation à la provision se rapportant à l'échéance des titrisations de cartes de crédit précédentes et aux niveaux de pertes plus élevés. L'incidence de la croissance du portefeuille des cartes a été en partie contrebalancée par la diminution des pertes du portefeuille de crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 22 M\$, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes du portefeuille des cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 a augmenté de 24 M\$, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison des pertes plus élevées du portefeuille des cartes, en partie contrebalancées par la diminution des pertes du portefeuille de crédit personnel.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 29 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des coûts de soutien du siège social et de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 ont diminué de 67 M\$, ou 2 %,

par rapport à la période correspondante de 2007, surtout en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement et des coûts de soutien du siège social, contrebalancée en partie par l'acquisition de FirstCaribbean.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont chuté de 9 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison d'une diminution des bénéfices.

La hausse de 29 M\$, ou 17 %, de la charge d'impôts par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, la charge d'impôts a augmenté de 88 M\$, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de 2007, principalement en raison du recouvrement d'impôts de 80 M\$ de la période précédente.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 28 341 employés, soit 729 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une augmentation du nombre d'employés traitant avec la clientèle.

MARCHÉS MONDIAUX CIBC

Marchés mondiaux CIBC représentent le secteur des services financiers aux entreprises et des services bancaires d'investissement de la CIBC. Pour remplir son mandat de banque d'investissement chef de file axée sur les clients au Canada, Marchés mondiaux CIBC offrent un large éventail de produits de crédit, des produits des marchés financiers, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	(689) \$	(2 253) \$	28 \$	(6 111) \$	828 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit	134	102	328	519	779
Services de banque d'affaires	20	5	161	34	323
Divers	(19)	40	3	2	(26)
Total des revenus (BIE) ² (a)	(554)	(2 106)	520	(5 556)	1 904
Rajustement de la BIE	44	60	65	165	181
Total des revenus (b)	(598)	(2 166)	455	(5 721)	1 723
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	7	2	(5)	26	(10)
Frais autres que d'intérêts (c)	266	358	319	975	1 264
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(871)	(2 526)	141	(6 722)	469
Économie d'impôts	(333)	(891)	(80)	(2 390)	(85)
Participations sans contrôle	-	2	1	2	4
Bénéfice net (perte nette) (d)	(538) \$	(1 637) \$	220 \$	(4 334) \$	550 \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	négl.	négl.	70,0 %	négl.	73,3 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ² (c/a)	négl.	négl.	61,3 %	négl.	66,4 %
Rendement des capitaux propres ²	(101,7) %	(293,9) %	53,7 %	(264,2) %	43,9 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(71) \$	(73) \$	(52) \$	(216) \$	(159) \$
Bénéfice (perte) économique ² (d+e)	(609) \$	(1 710) \$	168 \$	(4 550) \$	391 \$
Effectif permanent	1 060	1 145	1 825	1 060	1 825

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.
négl. Négligeable en raison de la perte nette.

Aperçu financier

La perte nette s'est établie à 538 M\$ en regard d'un bénéfice net de 220 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats de Marchés Mondiaux CIBC ont été grandement touchés par la charge de 596 M\$ après impôts liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation, découlant principalement des baisses de valeur liées à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers.

La perte nette a chuté de 1 099 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des baisses de valeur liées à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers.

La perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 a augmenté de 4 884 M\$ par rapport à la période correspondante de 2007, principalement en raison des pertes liées aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Revenus

Les revenus ont diminué de 1 053 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent surtout en raison de l'augmentation des pertes des secteurs en cours de liquidation et de la vente de certaines activités aux États-Unis. Pour plus de précisions au sujet de certains des éléments importants, se reporter à la section Activités en cours de liquidation du rapport de gestion.

Les revenus de Marchés financiers ont fléchi de 717 M\$, essentiellement en raison des baisses de valeur liées à la protection contre le risque souscrite auprès de garants financiers. Les revenus ont également été inférieurs en raison de l'incidence de la vente de certaines de nos activités de négociation d'actions américaines au cours du premier trimestre.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont fléchi de 194 M\$, surtout en raison de la diminution des revenus tirés des services bancaires d'investissement, notamment l'incidence de la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banques d'affaires, qui a compté pour 61 M\$ de ce fléchissement, la baisse des revenus tirés des portefeuilles secondaires, y compris une charge au titre des baux adossés, le recul des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et la régression des revenus tirés du financement immobilier américain.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont chuté de 141 M\$, essentiellement en raison de la baisse des gains tirés des fonds tiers sous gestion et des investissements directs.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 22 M\$, surtout en raison des intérêts débiteurs liés aux baux adossés.

Les revenus ont bondi de 1 568 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont augmenté de 1 564 M\$, essentiellement en raison des baisses de valeur liées à la protection contre le risque souscrite auprès de garants financiers.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et des produits de crédit ont augmenté de 32 M\$, surtout en raison de la hausse des gains associés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises, en partie contrebalancée par la diminution des revenus de Services bancaires d'investissement et par la charge au titre des baux adossés.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont augmenté de 15 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont reculé de 59 M\$, surtout en raison de la baisse des crédits nets de financement interne et des intérêts débiteurs liés aux baux adossés.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, les revenus ont diminué de 7 444 M\$ en regard de la même période de 2007.

Les revenus de Marchés financiers ont fléchi de 6 939 M\$, essentiellement en raison des pertes liées aux activités de crédit en voie de liquidation, qui comprenaient une charge de 6 G\$ au titre de la protection contre le risque souscrite auprès de garants financiers et des pertes à la valeur du marché de 575 M\$, déduction faite des gains sur les couvertures indicelles, liées au risque non couvert relatif au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les revenus de Services bancaires d'investissement et de produits de crédit ont diminué de 260 M\$, surtout en raison de la baisse des gains tirés du financement immobilier aux États-Unis, de l'incidence de la vente de nos activités américaines de services bancaires d'investissement et de Services de banque d'affaires, de la diminution des gains tirés des portefeuilles secondaires, y compris une charge au titre des baux adossés, le tout en partie contrebalancé par la hausse des gains liés aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont diminué de 289 M\$, essentiellement en raison de la diminution des gains tirés des investissements directs et des fonds tiers sous gestion.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 28 M\$, surtout en raison de la hausse des crédits nets de financement interne, en partie contrebalancée par la perte à la vente de certaines activités américaines et aux frais d'intérêts liés aux baux adossés.

Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 7 M\$, par rapport à une reprise sur provision pour pertes sur créances de 5 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la hausse des pertes aux États-Unis et en Europe.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est fixée à 26 M\$, comparativement à une reprise de 10 M\$ pour la période correspondante de 2007, surtout en raison d'une baisse des recouvrements en Europe, d'une hausse des pertes au Canada et de l'imputation de la dotation générale à la provision pour pertes sur créances à des secteurs d'activité stratégiques à compter de cette année, neutralisées en partie par des pertes inférieures aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 53 M\$, ou 17 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la vente de certaines de nos activités américaines et de la diminution de la rémunération liée au rendement, contrebalancées en partie par la reprise sur les provisions pour les questions judiciaires au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 92 M\$ ou 26 % en comparaison du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des frais juridiques au trimestre

précédent et de la baisse de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 ont chuté de 289 M\$, ou 23 %, par rapport à la période correspondante de 2007, surtout en raison de la régression de la rémunération liée au rendement et de l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, contrebalancées en partie par la hausse des frais juridiques et des honoraires.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts a atteint 333 M\$ comparativement à 80 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des baisses de valeur liées à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers.

L'économie d'impôts a glissé de 558 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des pertes au cours du trimestre précédent découlant de la baisse de valeur liée à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers susmentionnée.

L'économie d'impôts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est établie à 2 390 M\$ par rapport à 85 M\$ pour la période correspondante de 2007, principalement pour les raisons déjà mentionnées.

Effectif permanent

L'effectif permanent comptait 1 060 employés, soit 765 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, réduction attribuable surtout à la vente de certaines de nos activités américaines et au retrait de certaines activités, y compris le crédit structuré et le financement à effet de levier en Europe.

L'effectif permanent comptait 85 employés de moins qu'au trimestre précédent en raison des initiatives de restructuration annoncées en mai 2008.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Administration, ainsi que Trésorerie et Gestion du risque qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Total des revenus	148 \$	53 \$	138 \$	266 \$	429 \$
Recouvrement de pertes sur créances	-	-	-	-	(20)
Frais autres que d'intérêts	82	50	94	189	297
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	66	3	44	77	152
Charge (économie) d'impôts	29	(14)	25	(23)	73
Bénéfice net	37 \$	17 \$	19 \$	100 \$	79 \$
Effectif permanent	10 850	10 947	10 878	10 850	10 878

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 18 M\$, ou 95 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison du revenu d'intérêts découlant d'un avis de nouvelles cotisations d'impôt.

Le bénéfice net a augmenté de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison du revenu d'intérêts découlant des nouvelles cotisations et de l'augmentation des revenus de trésorerie non répartis nets. Le trimestre précédent a été influencé par la perte de change subie par suite du rapatriement des bénéfices non répartis tiré de nos activités américaines.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 a progressé de 21 M\$, ou 27 %, en regard de la même période de 2007, surtout en raison de la régression des coûts de soutien non répartis du siège social et de la hausse des recouvrements d'impôts, contrebalancées par le recul des revenus de trésorerie non répartis et par la perte de change liée au rapatriement susmentionné.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 10 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison du revenu d'intérêts découlant des nouvelles cotisations.

Les revenus ont progressé de 95 M\$ en regard du trimestre précédent, principalement en raison du revenu d'intérêts découlant des nouvelles cotisations, de l'augmentation des revenus de trésorerie non répartis et de

la perte de change du trimestre précédent sur le rapatriement susmentionné, le tout en partie contrebalancé par la baisse des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les revenus pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 ont reculé de 163 M\$, ou 38 %, par rapport à la période correspondante de 2007, principalement en raison de la diminution des revenus de trésorerie non répartis, de la perte de change découlant du rapatriement susmentionné et de la baisse des revenus tirés des opérations de couverture portant sur les attributions de DPVA, le tout contrebalancé par le revenu d'intérêts découlant des nouvelles cotisations.

Recouvrement de pertes sur créances

Les résultats des neuf mois terminés le 31 juillet 2007 comprenaient une reprise de 20 M\$ de la provision générale. Depuis 2008, nous répartissons la provision générale pour pertes sur créances entre les deux secteurs d'activité stratégiques, soit Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 12 M\$, ou 13 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis et de la diminution des frais liés aux DPVA.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 32 M\$, ou 64 %, par rapport au trimestre précédent,

surtout en raison de la hausse des coûts de soutien non répartis du siège social, contrebalancée en partie par la baisse des frais liés aux DPVA.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 108 M\$, ou 36 %, en comparaison avec la même période de 2007, essentiellement en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social et de la diminution des frais liés aux DPVA.

Impôts sur les bénéfices

La hausse de 4 M\$, ou 16 %, de la charge d'impôts par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

La charge d'impôts a atteint 29 M\$ en regard d'une économie d'impôts de 14 M\$ au trimestre précédent. L'économie d'impôts du trimestre précédent était attribuable au rapatriement susmentionné et aux recouvrements d'impôts, contrebalancés par l'incidence fiscale des pertes du trimestre précédent calculées selon des taux d'imposition futurs qui devraient être inférieurs aux taux d'imposition prévus par la loi de l'exercice considéré.

L'économie d'impôts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est fixée à 23 M\$, comparativement à une charge d'impôts de 73 M\$ pour la période correspondante de 2007 pour les raisons susmentionnées. Ce changement était attribuable à la diminution des bénéfices et à l'incidence fiscale d'une tranche des pertes à un taux d'imposition d'un exercice antérieur supérieur aux taux d'imposition prévus par la loi de l'exercice considéré, le tout en partie contrebalancé par l'incidence fiscale d'une tranche des pertes à des taux futurs qui devraient être moins élevés que ceux prévus par la loi au cours de l'exercice considéré.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	12 446 \$	13 747 \$
Valeurs mobilières	77 022	86 500
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	25 513	34 020
Prêts	164 608	162 654
Instruments dérivés	22 967	24 075
Autres actifs	26 484	21 182
Total de l'actif	329 040 \$	342 178 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	228 601 \$	231 672 \$
Instruments dérivés	24 812	26 688
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de prises en pension de titres	34 531	42 081
Autres passifs	20 668	21 977
Titres secondaires	6 521	5 526
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	163	145
Capitaux propres	13 144	13 489
Total du passif et des capitaux propres	329 040 \$	342 178 \$

Actif

Au 31 juillet 2008, l'actif total était moins élevé de 13,1 G\$, ou 4 %, qu'au 31 octobre 2007.

Les valeurs mobilières ont diminué en raison de la baisse des valeurs du compte de négociation et des valeurs disponibles à la vente, contrebalancée en partie par la hausse des valeurs mobilières désignées à la juste valeur. Les valeurs du compte de négociation ont connu une baisse découlant d'une réduction du portefeuille de dérivés d'actions, contrebalancée en partie par l'achat à la valeur nominale d'actifs d'entités émettrices de titrisations structurées par des tiers. Les valeurs mobilières disponibles à la vente ont diminué en raison de la vente d'obligations du Trésor US et de la réduction des fonds multicédants de papier commercial adossés à des créances soutenus par la CIBC, en partie contrebalancées par l'achat d'obligations du gouvernement du Canada. Les valeurs mobilières désignées à la juste valeur ont augmenté en raison de la hausse du portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires en appui de notre programme continu de titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation et aux fins de la gestion des garanties.

La réduction des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de prise en pension reflète principalement les activités normales de nos clients.

Les prêts ont augmenté en raison surtout de la croissance des volumes des prêts à la consommation et des prêts sur cartes de crédit. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont diminué principalement en raison des titrisations, déduction faite de la croissance des volumes.

Les instruments dérivés ont connu un recul surtout en raison de la baisse de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions, neutralisée en partie par la hausse de la valeur marchande des dérivés de taux d'intérêt. Les rajustements de valeur liés à la protection contre le risque de crédit souscrite auprès de garants financiers ont été en grande partie contrebalancés par la hausse de la valeur marchande des dérivés de crédit par suite de l'élargissement des écarts de taux.

Les autres actifs ont progressé essentiellement en raison de l'augmentation des impôts à recevoir et des garanties sur dérivés.

Passif

Au 31 juillet 2008, le passif total était moins élevé de 12,8 G\$, ou 4 %, qu'au 31 octobre 2007.

La diminution des dépôts a été principalement engendrée par la réduction de nos besoins de financement, contrebalancée en partie par la croissance des volumes des activités de détail.

Les instruments dérivés ont connu un recul surtout en raison de la baisse de la valeur marchande des dérivés de change et des dérivés d'actions, neutralisée en partie par la hausse de la valeur marchande des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés de crédit.

La diminution des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou conformément à des mises en pension de titres découle principalement de la croissance normale des activités axées sur les clients et des

activités normales de financement de la trésorerie par suite de la diminution de nos besoins en financement.

La hausse des titres secondaires tenait compte de deux nouvelles émissions, en partie contrebalancées par les rachats.

Capitaux propres

Au 31 juillet 2008, les capitaux propres avaient diminué de 345 M\$, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2007, en raison de la régression des bénéfices non répartis découlant de la perte subie depuis le début de l'exercice, neutralisée en partie par l'émission de capital-actions supplémentaire.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 54 à 56 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Fonds propres réglementaires

Les exigences minimales en matière de fonds propres réglementaires sont assujetties aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF). Les lignes directrices du BSIF découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par la Banque des règlements internationaux (BRI). Depuis le 1^{er} novembre 2007, nos exigences en matière de fonds propres réglementaires sont fondées sur le dispositif de Bâle II, tel qu'il est décrit à la section Gestion du risque.

Selon les normes de la BRI, les banques doivent maintenir un ratio minimum de fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le BSIF a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues de maintenir un ratio minimum de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers de la CIBC est décrite à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007. Toutes les filiales, à l'exception de certains placements et de participations qui ne sont pas assujettis à l'évaluation du risque en vertu de l'Accord de Bâle II et qui sont plutôt déduits des fonds propres réglementaires, sont comprises dans le calcul des fonds propres réglementaires. Une méthode de déduction est applicable aux placements dans les compagnies d'assurance affiliées, aux placements importants et aux activités liées à la titrisation. Notre compagnie d'assurance canadienne, Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée, est assujettie à la ligne directrice du BSIF portant sur le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent des sociétés d'assurance-vie.

Les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau qui suit. L'information au 31 juillet 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II et l'information au

31 octobre 2007 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle I; l'information ne peut être comparée.

En millions de dollars, au	Selon	Selon
	Bâle II, 31 juillet 2008	Bâle I, 31 oct. 2007
Fonds propres de première catégorie	11 626 \$	12 379 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	5 461	6 304
Total des fonds propres réglementaires	17 087	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	118 494	127 424
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,8 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	14,3 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	17,7x	19,0x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a connu une hausse de 0,1 % par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison de l'émission d'actions ordinaires et d'une réduction des actifs pondérés en fonction du risque qui a découlé du passage à la méthode fondée sur Bâle II le 1^{er} novembre 2007. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la réduction des bénéfices non répartis causée par la perte au cours de la période considérée, et certaines autres déductions qui, en vertu de l'Accord de Bâle II, sont maintenant soustraites directement des fonds propres de première catégorie.

Le ratio du total des fonds propres a augmenté de 0,5 % par rapport à la fin de l'exercice compte tenu des raisons susmentionnées et de l'émission de titres secondaires, contrebalancées en partie par la réduction des fonds propres de deuxième catégorie, car, conformément à la méthode de Bâle II, seule une partie de la provision générale peut être incluse dans les fonds propres de deuxième catégorie.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
	Émission d'actions ordinaires ¹	4 \$
Émission de titres secondaires	1 150	1 150
Remboursement de titres secondaires	-	(339)
Dividendes		
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(30)	(90)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(7)	(23)
Actions ordinaires	(331)	(954)

1) Après les frais d'émission, déduction faite des impôts et taxes (néant pour le troisième trimestre 2008 et 33 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008).

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 7 et 8 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 57 à 59 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Les risques associés aux entités prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Ce tableau diffère du tableau sur le total des positions figurant à la page 14 du présent rapport de gestion, en raison de l'exclusion des positions des actifs de sociétés sous-jacents qui sont inclus dans le total des positions et de l'inclusion des fonds multicédants soutenus par la CIBC et d'autres positions qui ne sont pas en cours de liquidation et qui sont exclues du total des positions.

En millions de dollars, au	31 juillet 2008			31 oct. 2007		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	120 \$	9 828 \$ ³	- \$	3 029 \$	12 092 \$ ³	- \$
Titres adossés à des créances avec flux groupés structurés par la CIBC	795	70	763	647	154	1 147
Entités structurées par des tiers	7 475	1 218	16 468	3 083	2 236	31 467

1) Les montants sont présentés déduction faite des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché. Compte non tenu des valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae et Sallie Mae. Le risque a été couvert par des dérivés de crédit avec des tiers pour un montant de 6,1 G\$ (2,0 G\$ au 31 octobre 2007).

2) Comprendent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur comptabilisée dans le bilan consolidé a été de (5,5) G\$ ((3,8) G\$ au 31 octobre 2007). Un montant nominal totalisant 16,8 G\$ (31,7 G\$ au 31 octobre 2007) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite de rajustements de valeur, s'est établie à 2,0 G\$ (3,4 G\$ au 31 octobre 2007). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 345 M\$ (484 M\$ au 31 octobre 2007).

3) Déduction faite d'un investissement de 44 M\$ (3 029 M\$ au 31 octobre 2007) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au cours du trimestre, nous avons acheté certains actifs de référence à la valeur nominale, soit 189 M\$ (6,8 G\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008), de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes. Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé.

Pour plus de précisions sur la titrisation de nos propres créances et garanties, se reporter aux notes 6 et 13 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est décrite aux pages 60 à 73 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Par ailleurs, dans le rapport de gestion, nous avons fourni certaines des informations exigées conformément au chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, comme l'autorise la norme. Ces informations sont fournies aux sections Vue d'ensemble, Risque de crédit, Risque de marché, Risque d'illiquidité, Risque opérationnel, Risque juridique et de réputation et Risque de réglementation. Ces informations se trouvent dans les sections ombragées et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Plusieurs divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque. Au cours du trimestre, nous avons conclu la restructuration de notre service de gestion du risque. L'élaboration de la nouvelle structure repose sur les résultats d'une révision complète qui a été entreprise au début de l'exercice. La nouvelle structure regroupe les cinq divisions suivantes :

- La division *Marchés financiers* qui offre une surveillance indépendante des politiques, procédures et normes liées à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit dans nos activités de négociation et du risque opérationnel de négociation à l'échelle des portefeuilles de la CIBC.
- La division *Gestion du portefeuille de crédit* qui offre direction et leadership à l'égard de la gestion et de la présentation de l'information financière du portefeuille de crédit, des politiques et limites de crédit, de la méthode de notation du risque et des systèmes d'évaluation du crédit pour les portefeuilles de détail et de gros.
- La division *Gestion du risque des produits, Produits de cartes, Crédit de détail et Prêts hypothécaires* qui surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de cartes de crédit, de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts de détail, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- La division *Crédit sur stock et Gestion du risque de placement* qui est responsable de la qualité des portefeuilles de la CIBC pondérés en fonction du

risque au moyen de la gestion générale de l'approbation du risque de crédit relatif aux PME, aux grandes entreprises et au crédit sur stock, ainsi que la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement. La division *Mesure, surveillance et contrôle du bilan* qui est responsable d'une gamme d'activités, dont l'analyse stratégique des risques et l'évaluation du portefeuille de la CIBC; la surveillance à l'échelle de l'entreprise de la mesure, de la surveillance et du contrôle des ressources au bilan de la CIBC, notamment le capital économique; la gestion des programmes d'assurance de l'entreprise, de la continuité de l'exploitation et du risque environnemental de la CIBC; la surveillance indépendante de la mesure, la surveillance et le contrôle du risque opérationnel; l'approbation des modèles d'analyse et des modèles statistiques de la CIBC; et la validation des paramètres et des modèles utilisés pour les fonds propres réglementaires.

Outre la surveillance offerte par le groupe Gestion du risque, la division *Trésorerie* s'occupe du financement à l'échelle de l'entreprise et de la gestion de l'actif et du passif, de la liquidité, de l'encaisse et des garanties, gère la structure du capital en fonction du cadre réglementaire et gère le capital de nos filiales, de nos sociétés affiliées et de nos entités juridiques.

Accord de Bâle II sur les fonds propres

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté un nouveau dispositif de gestion des fonds propres, connu sous le nom d'Accord de Bâle II. Son objectif est d'accroître la sensibilité aux risques des fonds propres réglementaires. Aux termes du nouveau dispositif de Bâle II, pour la première fois, une charge au titre du risque opérationnel est incluse dans les fonds propres réglementaires. En ce qui a trait au risque de crédit, l'incidence de l'Accord de Bâle II touche principalement le calcul de l'actif pondéré en fonction du risque puisque nous passons de l'utilisation de facteurs précis de pondération à l'utilisation de paramètres qui sont mieux alignés sur nos mesures internes du risque. En outre, les nouvelles règles offrent aux organismes de réglementation bancaire un plus grand pouvoir discrétionnaire quant à l'augmentation ou à la réduction des exigences en matière de fonds propres selon les circonstances s'appliquant à chaque banque. Les règles nécessitent une plus grande transparence quant à l'information sur la gestion des risques se rapportant aux risques sous-jacents et à la suffisance des fonds propres.

Nous avons adopté l'approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée) en ce qui a trait au risque de crédit lié à tous nos portefeuilles importants. Le 31 décembre 2007, nous avons obtenu du BSIF l'autorisation définitive d'utiliser l'approche NI avancée pour le calcul du capital de risque de crédit, sous réserve de conditions. Les portefeuilles non significatifs (pour plus de précisions, se reporter à la section Risque de crédit) sont

d'abord présentés selon l'approche standardisée et, dans l'éventualité où ils deviendraient importants, la direction devra mettre en œuvre des plans pour qu'ils soient présentés selon la méthode NI avancée, conformément aux exigences du BSIF.

Le 1^{er} août 2007, nous avons obtenu l'acceptation conditionnelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées (AMA) visant le risque opérationnel à compter du 1^{er} novembre 2007. Le BSIF a fixé comme date d'approbation formelle le 31 décembre 2008 ou plus tôt.

Le risque de marché lié aux portefeuilles de négociation continue d'être évalué en vertu de l'autorisation existante du BSIF d'utiliser l'approche des modèles internes.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions convenues.

Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit, qui n'a aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

Dérivés de crédit

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

Garanties

Nous obtenons des garanties et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantis par la SCHL (société détenue par le gouvernement du Canada) ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

Bien donné en garantie

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des biens donnés en garantie. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des biens donnés en garantie. Les principaux types de biens donnés en garantie sont les liquidités, les valeurs, les stocks et les biens immobiliers. Nous avons des politiques en place afin de surveiller l'existence de concentrations préjudiciables de biens donnés en garantie à l'appui de notre risque de crédit.

Exposition au risque de crédit

Le tableau suivant présente l'exposition au risque de crédit, qui est évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance pour les instruments financiers au bilan et hors bilan. Les détails du calcul de l'exposition en cas de défaillance sont présentés à la page suivante.

En millions de dollars, au	31 juillet 2008			30 avril 2008		
	Approche NI avancée	Approche standardisée	Total	Approche NI avancée	Approche standardisée	Total
Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Expositions aux entreprises						
Montants tirés	35 134 \$	5 569 \$	40 703 \$	35 528 \$	4 999 \$	40 527 \$
Engagements non utilisés	18 491	280	18 771	17 891	373	18 264
Transactions assimilées à des mises en pension	21 376	28	21 404	25 114	18	25 132
Divers – hors bilan	5 196	185	5 381	5 235	174	5 409
Produits dérivés de gré à gré	11 431	78	11 509	11 533	60	11 593
	91 628	6 140	97 768	95 301	5 624	100 925
Expositions aux entités souveraines						
Montants tirés	33 547	1 718	35 265	22 465	1 722	24 187
Engagements non utilisés	2 734	-	2 734	2 636	-	2 636
Transactions assimilées à des mises en pension	196	-	196	1 055	-	1 055
Divers – hors bilan	29	-	29	29	-	29
Produits dérivés de gré à gré	1 692	-	1 692	1 395	-	1 395
	38 198	1 718	39 916	27 580	1 722	29 302
Expositions aux banques						
Montants tirés	8 469	1 183	9 652	10 206	1 631	11 837
Engagements non utilisés	595	-	595	787	-	787
Transactions assimilées à des mises en pension	47 918	307	48 225	48 647	175	48 822
Divers – hors bilan	46 534	-	46 534	50 657	-	50 657
Produits dérivés de gré à gré	5 517	1	5 518	5 407	3	5 410
	109 033	1 491	110 524	115 704	1 809	117 513
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements	238 859	9 349	248 208	238 585	9 155	247 740
Portefeuilles de détail						
Expositions au crédit personnel garanti – immobilier						
Montants tirés	101 372	2 083	103 455	103 360	2 033	105 393
Engagements non utilisés	31 539	-	31 539	28 101	-	28 101
	132 911	2 083	134 994	131 461	2 033	133 494
Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles						
Montants tirés	16 739	-	16 739	15 756	-	15 756
Engagements non utilisés	21 855	-	21 855	23 462	-	23 462
	38 594	-	38 594	39 218	-	39 218
Autres expositions associées au commerce de détail						
Montants tirés	9 179	1 009	10 188	9 207	975	10 182
Engagements non utilisés	2 128	54	2 182	2 104	53	2 157
Divers – hors bilan	107	-	107	108	-	108
	11 414	1 063	12 477	11 419	1 028	12 447
Total des portefeuilles de détail	182 919	3 146	186 065	182 098	3 061	185 159
Expositions liées à la titrisation¹	13 800	563	14 363	16 204	761	16 965
Expositions brutes au risque de crédit	435 578 \$	13 058 \$	448 636 \$	436 887 \$	12 977 \$	449 864 \$

1) En vertu de la méthode de notations internes.

Les portefeuilles sont classés en fonction de la façon dont nous gérons nos activités et les risques qui s'y rattachent. Les montants présentés sont après les rajustements des valeurs liés aux garants financiers et avant la provision pour pertes sur créances et l'atténuation des risques, dont un montant de 63,0 G\$ (70,3 G\$ au 30 avril 2008) de biens donnés en garantie aux fins de nos activités de mise en pension. Les risques liés aux titres autres que de négociation ne sont pas compris dans le tableau ci-dessus car ils sont considérés comme étant négligeables en vertu des lignes directrices du BSIF et qu'ils sont par conséquent assujettis à une pondération de 100 % en fonction du risque.

Expositions assujetties à l'approche NI avancée

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l'exclusion de la cotation du risque PME) – méthode de notation du risque

Le portefeuille comprend des risques liés aux entreprises, aux entités souveraines et aux banques. Les débiteurs sont évalués individuellement et se voient attribuer une note de débiteur qui reflète notre estimation de la probabilité de défaillance. Les liens entre nos notes internes et les cotes utilisées par les agences de notation externes sont indiqués dans le tableau ci-après. En vertu de notre méthode de notation du risque, l'évaluation du risque comprend un examen des notations externes du débiteur. L'évaluation de la notation du débiteur tient compte de notre évaluation financière du débiteur, du secteur et de la conjoncture économique de la région où le débiteur œuvre. Dans certaines circonstances, lorsqu'un tiers offre une garantie, le débiteur et le garant sont évalués.

Type de cote	Note de la CIBC	Équivalent de Standard and Poor's	Équivalent de Moody's Investor Services
De première qualité	00 - 47	AAA à BBB-	Aaa à Baa3
De qualité inférieure	51 - 67	BB+ à B-	Ba1 à B3
Liste de surveillance	70 - 80	CCC+ à CC	Caa1 à Ca
Défaillance	90	D	C

Nous nous servons de techniques de modélisation quantitatives pour établir des systèmes internes de notation du risque. Les systèmes de notation du risque ont été élaborés au moyen de l'analyse de données internes et externes sur le risque de crédit. Ils servent à la gestion de portefeuilles, à l'établissement de limites de risque, à la tarification des produits et à la détermination du capital économique.

Nous évaluons l'exposition au risque selon les trois dimensions ci-après. Les estimations des paramètres pour chacune de ces dimensions sont des moyennes à long terme qui comportent un rajustement pour tenir compte de toute variation éventuelle dans le cycle de crédit.

- Probabilité de défaillance (PD) – la probabilité qu'il y aura défaillance de la part du débiteur au cours des douze prochains mois.
- Exposition en cas de défaillance (ECD) – l'estimation du montant qui sera tiré par le débiteur au moment de la défaillance.
- Perte en cas de défaillance (PCD) – l'ampleur de la perte prévue en raison de la défaillance, exprimée en pourcentage de l'ECD.

L'efficacité des systèmes d'évaluation du risque et les paramètres associés aux notations du risque de crédit sont surveillés par le groupe Trésorerie et Gestion du risque et font l'objet d'un examen annuel. Les modèles servant à l'estimation des paramètres de risque font également l'objet d'une validation indépendante par le groupe Gestion du risque, qui est indépendant des processus de montage de prêts et d'élaboration des modèles.

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux

d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2007. La probabilité de défaillance de nos contreparties est évaluée de la même manière que pour nos activités directes de prêt. Nous établissons un rajustement de valeur pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. En règle générale, le rajustement de valeur a été fonction de nos estimations de la PD, de la perte ou du risque prévu dans l'éventualité d'une défaillance et d'autres facteurs tels que l'atténuation des risques. Les écarts de taux observés sur le marché, là où ils existent, constituent un facteur déterminant dans le calcul des rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à l'exclusion de ACA). Au cours du trimestre précédent, pour refléter la détérioration de la situation de crédit générale, nous avons ajouté 50 M\$ à notre calcul historique fondé sur des formules du rajustement de valeur de nos expositions au risque de crédit pour les contreparties autres que des garants financiers avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés, et nous avons maintenu ce montant au cours du trimestre considéré.

Qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles pondérés en fonction du risque. Les montants présentés sont avant la provision pour pertes sur créances, et après l'atténuation du risque de crédit, les rajustements de valeurs liés aux garants financiers et les biens donnés en garantie en vertu de mises en pension. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts étudiants garantis, dont le montant s'élève à 48,2 G\$ (54,2 G\$ au 30 avril 2008), sont reclassés au titre d'expositions aux entreprises ou d'expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessous.

En millions de dollars, au

Type de cote	ECD				31 juillet 2008	30 avril 2008
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	Total		
De première qualité	35 041 \$	85 510 \$	55 334 \$	175 885 \$	176 765 \$	
De qualité inférieure	27 672	231	13 534	41 437	38 794	
Liste de surveillance	414	-	-	414	484	
Défaillance	206	-	-	206	549	
	63 333 \$	85 741 \$	68 868 \$	217 942 \$	216 592 \$	

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements (à l'exclusion de la cotation du risque PME) – approche de classement

Un processus de notation du risque simplifié (l'approche de classement) est appliqué aux prêts hypothécaires commerciaux canadiens non garantis, notamment les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation et les prêts hypothécaires à l'habitation multifamiliale. Ces expositions sont notées individuellement selon notre échelle de notation au moyen d'une méthode de notation du risque qui évalue les principales caractéristiques du bien immobilier, incluant le rapport prêt-garantie et le ratio du service de la dette, la qualité du bien immobilier et la

solidité financière du propriétaire/commanditaire. Toutes les expositions sont garanties par une hypothèque sur le bien immobilier, de même qu'une assurance hypothécaire, dans certains cas. Les prêts hypothécaires à l'habitation multifamiliale assurés sont traités comme des expositions aux entités souveraines dans le tableau ci-dessus.

Expositions par tranches de risques

Le tableau suivant présente les expositions en fonction des tranches de risques pondérées. Les facilités qui figurent dans la catégorie « Profil satisfaisant » comportent des caractéristiques clés qui satisfont à nos critères, tandis que les facilités qui figurent dans les catégories « Bon profil » ou « Très bon profil » surpassent nos critères en fonction de caractéristiques de risque progressif. Les expositions figurant dans la catégorie « Profil faible » étaient auparavant classées à un meilleur niveau de risque, mais sont passées à un niveau inférieur à nos critères actuels.

En millions de dollars, au	31 juillet 2008	30 avril 2008
Très bon profil	5 909 \$	5 693 \$
Bon profil	139	131
Profil satisfaisant	42	40
Profil faible	6	6
Défaillance	7	7
	6 103 \$	5 877 \$

Portefeuilles de détail

Les portefeuilles de détail sont caractérisés par un grand nombre d'expositions relativement faibles. Ils comprennent : expositions au crédit personnel garanti – immobilier (incluant les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et les marges garanties par les biens immeubles résidentiels); expositions au portefeuille de détail renouvelables admissibles (cartes de crédit et marges de crédit non garanties); autres expositions liées au portefeuille de détail (prêts garantis par des actifs autres que résidentiels, prêts non garantis, y compris les prêts étudiants, et les portefeuilles de cotation du risque PME). Ils sont gérés comme groupes d'expositions homogènes au moyen des notations d'agences externes et/ou d'autres évaluations du comportement servant à regrouper les expositions selon des profils de risque de crédit similaires. Ces groupes sont évalués au moyen de techniques statistiques, comme des modèles d'évaluation du crédit et des modèles informatisés. Les caractéristiques qui servent à regrouper les expositions individuelles varient selon les catégories d'actifs et, par conséquent, le nombre de groupes, leur taille ainsi que les techniques statistiques appliquées dans leur gestion sont variables.

Le tableau suivant présente la correspondance entre les tranches de PD et divers niveaux de risque.

Description	Tranches de PD
Exceptionnellement faible	0,01 % - 0,20 %
Très faible	0,21 % - 0,50 %
Faible	0,51 % - 2,00 %
Moyenne	2,01 % - 10,00 %
Haute	10,01 % - 99,99 %
Défaillance	100,00%

Qualité du crédit des portefeuilles de détail

Le tableau qui suit présente la qualité du crédit des portefeuilles de détail. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances, mais tiennent compte de l'atténuation du risque de crédit. Les portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts étudiants assurés, dont le montant s'élève à 48,2 G\$ (54,2 G\$ au 30 avril 2008), sont reclassés au titre d'expositions aux entreprises ou d'expositions aux entités souveraines. Les portefeuilles de détail comprennent un montant de 3 883 M\$ (3 913 M\$ au 30 avril 2008) lié à la cotation du risque PME.

En millions de dollars, au	ECD			31 juillet 2008	30 avril 2008
	Expositions au crédit personnel garanti - immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres expositions associées au commerce de détail		
PD				Total	Total
Exceptionnellement faible	33 625 \$	16 819 \$	2 695 \$	53 139 \$	51 240 \$
Très faible	24 473	5 367	2 579	32 419	28 734
Faible	26 584	10 432	4 278	41 294	40 088
Moyenne	129	4 124	1 403	5 656	5 644
Haute	68	1 700	110	1 878	1 867
Défaillance	81	152	106	339	328
	84 960 \$	38 594 \$	11 171 \$	134 725 \$	127 901 \$

Expositions assujetties à l'approche standardisée

Les expositions liées à FirstCaribbean, les obligations relatives à certaines expositions de particuliers aux fins autres que d'affaires, et certaines expositions liées aux coentreprises CIBC Mellon sont considérées comme négligeables, et sont assujetties à l'approche standardisée. La répartition détaillée de nos expositions, avant la provision pour pertes sur créances, assujetties à l'approche standardisée selon la pondération du risque est présentée ci-après. Les sûretés financières admissibles ont également une incidence sur la catégorie de pondération du risque.

En millions de dollars, au	Catégorie de pondération du risque					Total
	0 %	20 %	50 %	75 %	100 %	
31 juillet 2008						
Expositions aux entreprises	- \$	1 118 \$	- \$	- \$	5 022 \$	6 140 \$
Expositions aux entités souveraines	1 366	228	66	-	58	1 718
Expositions aux banques	-	1 487	-	-	4	1 491
Expositions au crédit personnel garanti						
- immobilier	-	-	-	2 078	5	2 083
Autres - commerce de détail	-	-	-	54	1 009	1 063
	1 366 \$	2 833 \$	66 \$	2 132 \$	6 098 \$	12 495 \$
30 avril 2008	1 426	2 949	95	2 081	5 665	12 216

Expositions liées aux titrisations

Le tableau suivant illustre le détail de nos expositions liées à la titrisation en fonction des notations de crédit selon l'approche fondée sur les notations internes (NI) et l'approche standardisée.

En millions de dollars, au	ECD		31 juillet 2008	30 avril 2008
	Approche NI	Approche standardisée		
Cote de crédit			Total	Total
AAA à BBB-	13 241 \$	563 \$	13 804 \$	16 621 \$
BB+ à BB-	4	-	4	8
Inférieure à BB-	101	-	101	57
Sans cote	454	-	454	279
	13 800 \$	563 \$	14 363 \$	16 965 \$

Concentration de risque

Des concentrations de risque de crédit existent lorsqu'un nombre de débiteurs exercent des activités similaires ou œuvrent dans les mêmes régions géographiques ou dans les mêmes secteurs et présentent des caractéristiques économiques similaires faisant en sorte que des changements d'ordre économique, politique ou autre ont une incidence sur leur capacité de respecter leurs obligations contractuelles.

Répartition géographique

Le tableau suivant présente la répartition géographique des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Le classement géographique est fondé sur le risque de crédit par pays en fonction du lieu où il est assumé en dernier recours. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances et l'atténuation du risque de crédit, mais tiennent compte des rajustements de valeur liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 63,0 G\$ (70,3 G\$ au 30 avril 2008) réservés à nos activités liées aux mises en pension de titres.

En millions de dollars, au					
	Canada	États-Unis	Europe	Divers	Total
31 juillet 2008					
Montants tirés	63 232 \$	8 387 \$	3 606 \$	1 925 \$	77 150 \$
Engagements non utilisés	19 400	1 769	302	349	21 820
Transactions assimilées à des mises en pension	2 441	3 611	338	93	6 483
Divers – hors bilan	32 796	9 929	8 051	983	51 759
Produits dérivés de gré à gré	6 207	7 795	4 017	621	18 640
	124 076 \$	31 491 \$	16 314 \$	3 971 \$	175 852 \$
30 avril 2008	113 426 \$	31 987 \$	18 851 \$	4 009 \$	168 273 \$

En ce qui a trait aux portefeuilles de détail, la quasi-totalité des expositions en vertu de l'approche NI avancée sont au Canada.

Expositions liées aux entreprises et aux gouvernements par secteur d'activité

Le tableau suivant présente la répartition par secteur d'activité de nos expositions liées aux entreprises et aux gouvernements en vertu de l'approche NI avancée. Les montants présentés ne comprennent pas la provision pour pertes sur créances, mais tiennent compte des rajustements de valeur liés aux garants financiers et des biens donnés en garantie de 63,0 G\$ (70,3 G\$ au 30 avril 2008) réservés à nos activités liées aux mises en pension de titres.

En millions de dollars, au						31 juillet	30 avril
						2008	2008
	Montants tirés	Engagements non utilisés	Transactions assimilées à des mises en pension	Divers – hors bilan	Produits dérivés de gré à gré	Total	Total
Prêts hypothécaires commerciaux	5 934 \$	168 \$	- \$	- \$	- \$	6 102 \$	5 877 \$
Institutions financières ¹	14 312	2 620	6 466	46 850	14 617	84 865	88 987
Commerce de détail et de gros	2 326	1 481	-	205	36	4 048	4 237
Services aux entreprises et aux particuliers	3 134	1 026	5	427	355	4 947	4 559
Fabrication, biens d'équipement	1 030	965	1	284	67	2 347	2 454
Fabrication, biens de consommation	1 227	931	-	61	50	2 269	2 176
Immobilier et construction	5 487	1 801	-	638	43	7 969	8 103
Agriculture	2 538	1 279	-	17	18	3 852	3 869
Pétrole et gaz	3 456	3 798	-	583	1 111	8 948	8 983
Mines	1 624	533	-	150	75	2 382	2 354
Produits forestiers	526	200	1	123	16	866	861
Matériel informatique et logiciels	561	431	1	106	12	1 111	1 056
Télécommunications et câblodistribution	641	635	-	189	425	1 890	1 923
Édition, impression et diffusion	607	463	-	202	84	1 356	1 197
Transport	1 264	529	-	869	49	2 711	2 848
Services publics	634	1 462	-	667	366	3 129	3 248
Éducation, santé et services sociaux	1 438	801	2	159	47	2 447	2 350
Gouvernements	30 411	2 697	7	229	1 269	34 613	23 191
	77 150 \$	21 820 \$	6 483 \$	51 759 \$	18 640 \$	175 852 \$	168 273 \$

1) Les produits dérivés de gré à gré comprennent un montant de 5,1 G\$ (5,2 G\$ au 30 avril 2008) pour l'ECD liée à nos contrats dérivés couverts par des garants financiers. La juste valeur de ces contrats dérivés, déduction faite des rajustements de valeur, était de 3,0 G\$ (2,9 G\$ au 30 avril 2008).

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	31 juillet	31 oct.
	2008	2007
Prêts douteux bruts		
Consommateurs	517 \$	493 \$
Entreprises et gouvernements ¹	372	370
Total des prêts douteux bruts	889 \$	863 \$
Provision pour pertes sur créances		
Consommateurs	384 \$	359 \$
Entreprises et gouvernements ¹	211	194
Provision spécifique	595	553
Provision générale	889	890
Total de la provision pour pertes sur créances	1 484 \$	1 443 \$

1) Comprend des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 26 M\$, ou 3 %, en regard du 31 octobre 2007. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 24 M\$, ou 5 %, tandis que les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont connu une hausse de 2 M\$. La diminution des prêts douteux bruts de 28 M\$ au Canada et de 9 M\$ aux États-Unis a été plus que contrebalancée par une augmentation de 63 M\$ dans les autres pays. L'augmentation générale des prêts douteux bruts est principalement attribuable aux prêts hypothécaires à l'habitation à l'extérieur du Canada et des États-Unis et au secteur des services aux entreprises.

Depuis le 31 octobre 2007, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 41 M\$, ou 3 %. La provision spécifique a augmenté de 42 M\$, ou 8 %, par rapport à la fin de l'exercice, surtout en raison des augmentations dans les secteurs des cartes de crédit et du détail. La provision générale a totalisé 889 M\$, soit une diminution de 1 M\$ par rapport à la fin de l'exercice.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Le risque de marché découle des positions en valeurs mobilières et en dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail, de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux et le prix des marchandises ou le cours des actions.

Processus et contrôle

Le risque de marché est surveillé quotidiennement en fonction des limites de risque approuvées, et des processus de contrôle sont en place afin de veiller à ce que seules des activités approuvées soient entreprises. Nous produisons chaque jour un rapport détaillé sur le risque ainsi qu'un sommaire de surveillance des limites, documents qui sont fondés sur les positions de la journée précédente. Les rapports sommaires sur le risque de marché et sur l'observation des limites de risque sont produits et passés en revue chaque semaine avec l'équipe de la haute direction et chaque trimestre avec le CGR.

Nous avons des niveaux de tolérance au risque, qui sont exprimés selon des mesures statistiques de la valeur à risque (VAR) et des pertes en situation de crise selon la pire éventualité possible. Nous recourons à une approche à trois niveaux, comme suit, pour définir le risque de marché et les limites de tolérance au risque que nous pouvons assumer dans nos activités de négociation et nos activités autres que de négociation :

- Les limites de première catégorie constituent nos limites générales pour le risque de marché et le scénario de la pire éventualité.
- Les limites de deuxième catégorie sont conçues pour contrôler le profil de risque de chaque secteur.
- Les limites de troisième catégorie sont confiées au pupitre de négociation et sont conçues pour contrôler la concentration du risque et l'incidence de situations de crise touchant expressément les comptes.

Activités de négociation

Nous avons recours à différentes méthodes pour mesurer le risque lié à nos activités de négociation, comme la VAR, et les simulations de crise et l'analyse de scénarios.

Valeur à risque

Notre méthode de VAR est une technique statistique qui permet de mesurer la pire perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. La VAR met en jeu de nombreux facteurs de risque, et elle est calculée au moyen de la volatilité historique de chaque facteur de risque et des corrélations historiques connexes entre ces facteurs, évalués sur une période d'un an.

La VAR pour les trois mois terminés le 31 juillet 2008 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux secteurs en cours de liquidation, comme il est précisé aux pages 12 à 19 du rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés au cours des derniers mois, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation, et ne sont pas assujetties aux limites internes de la VAR.

Simulations de crise et analyse de scénarios

Nos simulations de crise mesurent l'incidence sur la valeur des portefeuilles de mouvements extrêmes dans le marché pendant une période pouvant aller jusqu'à un trimestre. Des scénarios sont mis au point pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des événements futurs éventuels, mais plausibles.

Nos simulations de crise et l'analyse de scénarios de base sont effectuées tous les jours, et d'autres analyses ponctuelles sont faites au besoin. Les scénarios sont examinés et modifiés au besoin pour veiller à ce qu'ils demeurent pertinents. Des limites sont établies à l'égard de la perte maximale acceptable du portefeuille global en vertu de tout scénario de la pire éventualité ainsi qu'à l'égard de l'incidence des simulations de crise sur chaque portefeuille et par catégorie d'actifs.

Essais à rebours

Le processus d'essais à rebours sert à établir que les bénéfices réels ou les pertes réelles sont conformes aux hypothèses statistiques du modèle VAR. À ce processus se greffe le calcul d'un résultat hypothétique ou statique. Ces résultats représentent le changement théorique de la valeur des portefeuilles en raison des variations quotidiennes des cours, à savoir les portefeuilles de clôture le jour précédent, en supposant que le contenu du portefeuille demeure le même.

Valeur à risque par catégorie de risque (portefeuilles de négociation)

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								Pour les neuf mois terminés le	
			31 juillet 2008		30 avril 2008		31 juillet 2007		31 juillet 2008	31 juillet 2007
	Haut	Bas	À cette date Moyenne		À cette date Moyenne		À cette date Moyenne		Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	12,2 \$	4,9 \$	5,5 \$	8,1 \$	7,5 \$	7,6 \$	8,4 \$	7,2 \$	7,7 \$	7,1 \$
Risque d'écart de taux	6,7	3,8	5,9	5,1	3,6	5,0	11,4	6,9	7,6	4,8
Risque lié aux actions	7,0	4,1	5,5	5,2	5,0	5,3	4,3	5,3	5,2	5,9
Risque de change	1,2	0,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4
Risque lié aux marchandises	1,4	0,3	0,7	0,7	0,6	0,8	1,2	1,3	0,8	1,4
Risque spécifique de la dette	8,9	6,0	6,9	7,6	7,8	8,0	s.o.	s.o.	8,7	s.o.
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(12,1)	(14,2)	(13,0)	(13,3)	(14,8)	(11,3)	(16,3)	(10,2)
Risque total	15,5 \$	11,2 \$	12,6 \$	13,0 \$	12,0 \$	14,0 \$	10,9 \$	9,9 \$	14,3 \$	9,4 \$

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille. négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.
s.o. Sans objet, étant donné que nous n'avons commencé à présenter cette mesure qu'au quatrième trimestre de 2007.

Le risque moyen total a diminué de 7 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation de la diversification du portefeuille. Le risque moyen total a augmenté de plus de 31 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'inclusion dans la VAR d'une mesure du risque spécifique de la dette à compter du quatrième trimestre de 2007, en plus de la volatilité accrue des marchés utilisée dans le calcul de la VAR. Si les positions dans les secteurs en cours de liquidation avaient été incluses dans le trimestre, la VAR quotidienne moyenne aurait été de 19,9 M\$ et la VAR à la fin du trimestre aurait été de 21,8 M\$.

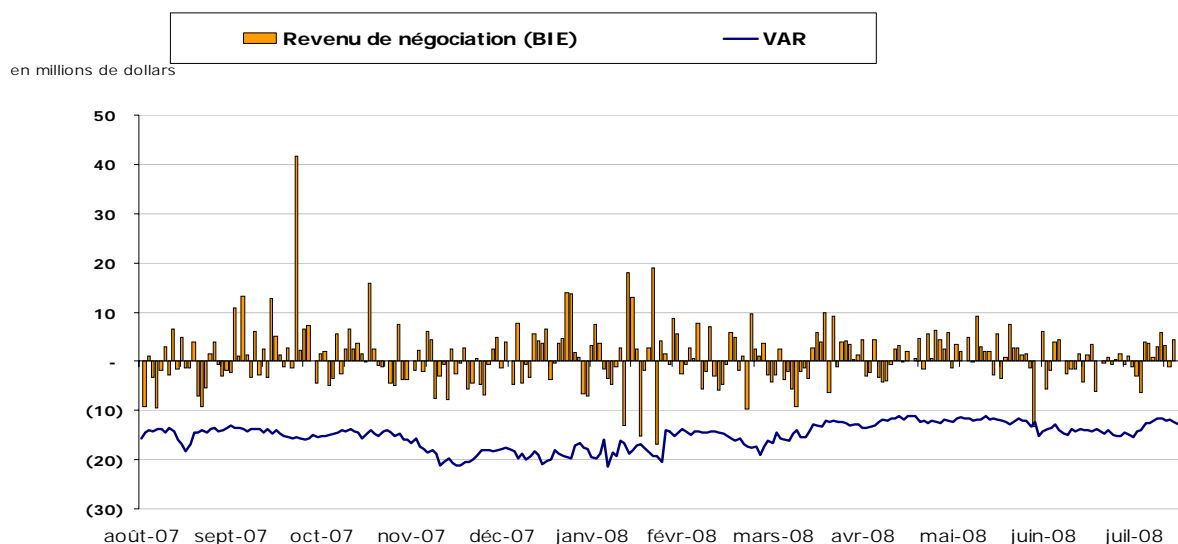
Revenu de négociation

Le graphique d'essais à rebours du revenu de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare le revenu quotidien réel de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de VAR du jour précédent.

Le revenu de négociation (BIE)¹ a été positif pendant 67 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation ont dépassé la VAR pendant une journée au cours du trimestre, en raison d'une importante variation dans les taux d'intérêt à court terme découlant de la décision inattendue par la Réserve fédérale des États-Unis de ne pas changer son taux de financement à un jour. Le revenu quotidien moyen de négociation (BIE)¹ s'est élevé à 1,3 M\$ au cours du trimestre.

Le revenu de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tient pas compte de 0,6 M\$ ayant trait à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables ainsi qu'aux pertes découlant des activités de négociation subies dans les secteurs en cours de liquidation, notamment 920 M\$ ayant trait à la diminution de la juste valeur du crédit structuré et aux rajustements de valeur à l'égard du risque de crédit effectués par la contrepartie et 5,5 M\$ ayant trait aux revenus tirés des autres positions dans les portefeuilles en cours de liquidation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR, aux pages 45 et 46 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Activités autres que de négociation

Les risques de marché découlent également de nos services bancaires de détail, de nos placements en actions et d'autres activités qui ne sont pas des activités de négociation.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau qui suit fait état de l'incidence éventuelle d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur les 12 prochains mois, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

	31 juillet 2008			30 avril 2008			31 juillet 2007		
En millions de dollars, au	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	42 \$	5 \$	3 \$	51 \$	(6) \$	(1) \$	30 \$	2 \$	(2) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	151	17	42	171	16	33	144	23	39
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(89) \$	(5) \$	(3) \$	(62) \$	6 \$	1 \$	(99) \$	(2) \$	2 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(218)	(18)	(41)	(264)	(16)	(35)	(217)	(22)	(38)

Risque de change

Le risque de change autre que de négociation, aussi appelé le risque de change structurel, découle principalement de nos investissements dans des opérations étrangères. Ce risque, principalement en dollars américains, est géré au moyen de dérivés de couverture et du financement des investissements en monnaies étrangères. Nous gérons activement le risque afin de nous assurer d'atténuer l'incidence possible sur les bénéfices et de contenir cette incidence possible sur les ratios de fonds propres dans les limites établies par le CGR.

Au 31 juillet 2008, une appréciation du dollar canadien de 1 % aurait eu pour effet de réduire les capitaux propres d'environ 23,6 M\$.

Nos bénéfices libellés en monnaies non fonctionnelles sont convertis en monnaies fonctionnelles au moyen d'opérations de change au comptant ou de contrats de change à terme en vue de réduire les fluctuations des taux de change sur notre état des résultats consolidé. Les bénéfices en monnaies étrangères fonctionnelles sont convertis aux taux mensuels moyens à mesure qu'ils sont gagnés.

Nous procédons à des opérations de couverture pour certains frais prévus libellés en monnaies étrangères au moyen de dérivés qui sont constatés à titre de couvertures de flux de trésorerie. Au 31 juillet 2008, la variation nette de la juste valeur de ces dérivés de couverture, comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, a donné lieu à une perte après impôts de 59 M\$ (une perte après impôts de 73 M\$ au 31 octobre 2007). Ce montant sera porté en résultat pour contrebalancer les fluctuations de change couvertes au fur et à mesure que les frais seront engagés.

Risque lié aux actions

Le risque lié aux actions du portefeuille autre que de négociation découle principalement de nos activités de Services de banque d'affaires et ces actions sont composées de titres de participation privés et de sociétés ouvertes, de placements dans des sociétés en commandite, et de placements à la valeur de consolidation.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actions du portefeuille autre que de négociation y compris le portefeuille de Services de banques d'affaires :

En millions de dollars, au		Valeur comptable	Juste valeur
31 juillet 2008	Valeurs disponibles à la vente	1 073 \$	1 534 \$
	Autres actifs ¹	186	213
		1 259 \$	1 747 \$
31 oct. 2007	Valeurs disponibles à la vente	1 415 \$	1 921 \$
	Autres actifs ¹	254	299
		1 669 \$	2 220 \$

1) Comprend les placements à la valeur de consolidation.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Processus et contrôle

Les rentrées et les sorties de fonds réelles et prévues au bilan et hors bilan sont gérées quotidiennement selon des limites précises de non-concordance entre les actifs et les passifs à court terme par région géographique.

Les positions au bilan servent à déterminer les flux de trésorerie possibles selon diverses situations de crise. Sur une base consolidée, les liquidités qu'il faut détenir selon une simulation de crise de référence donnée sont maintenues pendant une période minimale.

Mesure du risque

Notre système de mesure en matière de liquidité fournit des rapports quotidiens sur les risques d'illiquidité aux fins d'une surveillance et d'un examen indépendants effectués par la division GRM. La haute direction et le CGR passent en revue les rapports sur les risques d'illiquidité. Les effets des situations de crise sont mesurés au moyen de l'analyse de scénarios conçue pour mesurer l'incidence potentielle de conditions de marché anormales sur le profil de risque d'illiquidité. Le traitement des flux de trésorerie sous diverses conditions fait l'objet d'un examen périodique afin de déterminer s'il faut modifier les hypothèses sur le comportement des clients.

Sources et stratégies de financement à terme

Nous obtenons du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant parmi une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 31 juillet 2008, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 89,0 G\$ (83,8 G\$ au 31 octobre 2007).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation de créances, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

En milliards de dollars, au	31 juillet 2008	31 oct. 2007
Encaisse	1,1 \$	1,0 \$
Dépôts auprès d'autres banques	11,3	12,7
Valeurs mobilières ¹	43,1	65,1
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	25,5	34,0
	81,0 \$	112,8 \$

1) Comprendent les valeurs disponibles à la vente et les valeurs désignées à leur juste valeur, dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 juillet 2008, ces actifs atteignaient 26,8 G\$ (27,7 G\$ au 31 octobre 2007).

Même si la situation s'est stabilisée, les récents bouleversements dans les marchés financiers mondiaux continuent d'entraîner une baisse de la liquidité ainsi qu'une hausse des coûts du financement à terme pour les institutions financières en général. Les cotes de crédit constituent un facteur qui a une incidence sur l'accès que les institutions financières ont aux marchés du financement non garanti. Les autres principales agences de notation n'ont pas modifié nos cotes au cours du troisième trimestre.

Échéance des passifs financiers

Le tableau ci-dessous présente le profil des échéances des passifs financiers en fonction des obligations de remboursement contractuelles, et ne tient pas compte des flux de trésorerie contractuels ayant trait à des passifs dérivés. Bien que les remboursements contractuels de comptes de dépôt soient remboursables à vue ou à bref préavis, en pratique, les soldes des dépôts à court terme demeurent stables. Nos antécédents de retenue des dépôts indiquent que de nombreux clients n'exigent pas le remboursement à la date la plus rapprochée, et le tableau ne reflète donc pas les flux de trésorerie anticipés.

En millions de dollars, au	Période d'expiration des montants contractuels				Pas d'échéance précise	31 juillet 2008 Total	30 avril 2008 Total
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans			
Passif							
Dépôts	107 877 \$	24 702 \$	9 015 \$	4 815 \$	82 192 \$	228 601 \$	238 203 \$
Acceptations	8 778	-	-	-	-	8 778	8 756
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	529	641	896	2 981	2 832	7 879	10 285
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	26 652	-	-	-	-	26 652	26 530
Autres passifs	551	2 180	-	-	9 322	12 053	13 747
Titres secondaires	-	-	-	6 521	-	6 521	5 359
Passif au titre des actions privilégiées	600	-	-	-	-	600	600
	144 987 \$	27 523 \$	9 911 \$	14 317 \$	94 346 \$	291 084 \$	303 480 \$

Échéance des engagements au titre du crédit et des liquidités

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des montants nominaux de référence dans le cas d'engagements au titre du crédit, des garanties et des liquidités. Les montants contractuels représentent les montants à risque si le crédit contracté venait à être entièrement employé et si une contrepartie manquait à ses obligations. Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises prévues, car on prévoit qu'une tranche importante des garanties et des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements ne soient effectués.

En millions de dollars, au	Période d'expiration des montants contractuels				31 juillet 2008 Total	30 avril 2008 Total
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans		
Engagements de crédit inutilisés ¹	27 715 \$	2 625 \$	7 542 \$	1 469 \$	39 351 \$	39 655 \$
Facilités de garantie de liquidité	10 948	151	-	-	11 099	13 803
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	4 862	495	605	492	6 454	6 613
Lettres de crédit documentaires et commerciales	255	-	-	2	257	191
	43 780 \$	3 271 \$	8 147 \$	1 963 \$	57 161 \$	60 262 \$

1) Ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des marges sur cartes de crédit, car elles sont révocables à notre gré en tout temps.

Obligations contractuelles

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 71 de la Reddition de comptes annuelle 2007. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes découlant du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, de l'erreur humaine ou d'événements externes.

Processus et contrôle

Il incombe à chaque secteur d'activité d'assurer la gestion quotidienne du risque opérationnel. Les groupes d'infrastructure et de gouvernance maintiennent des processus d'autoévaluation du contrôle et du risque. Nous maintenons un programme d'assurances d'entreprise qui vise à fournir une protection additionnelle contre les pertes et un programme général de gestion de la continuité de l'exploitation afin de réduire le risque d'interruption des activités en cas de catastrophe.

Mesure du risque

À compter du 1^{er} novembre 2007, conformément à l'Accord de Bâle II, nous utilisons l'AMA pour calculer les fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel. Notre méthode de mesure du risque opérationnel aux fins du capital économique attribue le capital de ce risque aux pertes prévues et imprévues découlant des types de pertes suivants :

- la responsabilité juridique (à l'égard de tiers, de clients et d'employés);
- le remboursement de sommes aux clients;
- le non-respect de la réglementation et de l'observation fiscale;
- la perte de biens ou les dommages à des biens;
- les erreurs de traitement des opérations; et
- le vol, la fraude et les autres activités non autorisées.

Le capital de risque opérationnel est calculé par une approche de distribution des pertes dont les paramètres sont fondés sur les pertes internes réelles présentant une quantité statistiquement importante de données internes historiques. Il est également possible d'obtenir ce résultat au moyen d'une analyse des pertes par scénario en s'appuyant sur les données internes et externes existantes concernant les pertes ainsi que sur la compétence de la direction.

Outre le capital attribué selon les directives décrites ci-dessus, des rajustements sont apportés aux questions et aux risques visant le contrôle interne qui ne font pas partie du profil de risque opérationnel initial.

Selon l'AMA, nous pouvons comptabiliser l'atténuation du risque résultant de l'assurance dans notre mesure du risque opérationnel servant au calcul des fonds propres réglementaires minimums. Bien que notre contrat d'assurance soit conçu pour protéger le bénéfice contre les pertes graves possibles, nous ne réduisons pas nos besoins en fonds propres pour autant.

Risques juridiques et de réputation

La réputation et la solidité financière de la CIBC revêtent une importance fondamentale pour la CIBC, de même que pour sa clientèle, ses actionnaires et ses employés.

Le risque de réputation s'entend de la possibilité qu'une publicité négative, qu'elle soit fondée ou non,

portant sur la conduite des affaires et les pratiques de la CIBC, puisse nuire grandement à notre réputation à titre d'institution financière de premier rang, ou alors puisse avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le risque juridique s'entend de la possibilité que des poursuites au civil ou au criminel, ou alors que des enquêtes réglementaires soient entreprises contre la CIBC qui, une fois tranchées, puissent avoir des effets importants et néfastes sur nos entreprises, nos activités ou notre situation financière.

Le CGR offre une surveillance de la gestion des risques juridiques et de réputation. L'identification, l'évaluation et la gestion des risques juridiques et de réputation possibles constituent une responsabilité clé de la CIBC et de tous ses employés.

Notre Politique générale en matière de risques juridiques et de réputation établit des normes sur la façon de préserver notre réputation et de réduire notre exposition aux risques juridiques et de réputation. La politique est renforcée par des procédures propres au secteur d'activité permettant de déceler et de transmettre au niveau supérieur les opérations qui pourraient donner lieu à des risques juridiques ou de réputation importants. Le Comité des risques juridiques et de réputation passe en revue les opérations dont il est saisi afin d'évaluer si la CIBC s'expose à des risques juridiques ou de réputation.

Risque de réglementation

Le risque de réglementation est le risque de non-conformité aux exigences réglementaires. La non-conformité à ces exigences pourrait mener à des sanctions réglementaires et nuire à notre réputation.

Notre philosophie en matière de conformité réglementaire consiste à gérer le risque de réglementation par, entre autres, l'intégration de contrôles au sein des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure. Cette approche s'appuie sur le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative permet d'établir une correspondance entre les exigences réglementaires et les politiques, les procédures et les contrôles internes qui régissent la conformité réglementaire.

Notre Service de la conformité est responsable de l'élaboration et de la mise à jour d'un programme complet de conformité réglementaire, incluant la surveillance du cadre de référence en matière de gestion de la conformité législative. Le Service, qui est indépendant de la gestion des opérations, a le pouvoir de communiquer directement avec le comité de vérification et fait trimestriellement rapport à ce comité.

C'est à la haute direction des secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure qu'incombe, au premier chef, la responsabilité de se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires pertinentes, puis à tous les employés. Les activités mises de l'avant par le Service de la conformité viennent appuyer ces groupes et visent particulièrement les exigences réglementaires qui régissent la relation entre la CIBC et ses clients et les

exigences qui permettent de protéger l'intégrité des marchés financiers. Les activités liées au domaine réglementaire visant à appuyer les secteurs d'activité et des groupes d'infrastructure incluent la diffusion des exigences, les conseils, la formation, les tests et contrôles, ainsi que la remontée des paliers de décision en vue de communiquer l'information sur les faiblesses du contrôle et les risques de réglementation.

QUESTIONS D'ORDRE COMPTABLE ET CONTRÔLES

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2007.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 74 à 77 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

Évaluation des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente le montant et le pourcentage des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données autres que du marché observable.

En millions de dollars, au	31 juillet 2008	31 juillet 2008	31 juillet 2008	31 oct. 2007
	Activités de crédit structuré en voie de liquidation			
		Total CIBC	Total CIBC	Total CIBC
Actif				
Valeurs du compte de négociation	6 404 \$	6 719 \$	15,9 %	4,0 %
Valeurs disponibles à la vente	235	669	5,8	3,4
Instruments financiers désignés à la juste valeur	262	262	1,1	1,8
Instruments dérivés	3 355	3 526	15,4	16,1
Passif				
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	- \$	- \$	- %	0,6 %
Instruments dérivés	5 491	5 698	23,0	16,4

La plupart de nos activités de crédit structuré en cours de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données autres que du marché observable. Les cours des courtiers indicatifs dans un marché inactif, que nous considérons comme étant des données autres que du marché observable, servent principalement à l'évaluation initiale de ces positions.

Après avoir obtenu ces évaluations, nous jugeons si un rajustement de l'évaluation du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une contrepartie donnée, de laquelle nous avons acheté des protections de dérivés de crédit, ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses obligations. Ce risque s'applique à toutes les contreparties, y compris les garants financiers.

En ce qui a trait à nos rajustements de l'évaluation du crédit relativement aux obligations des garants financiers (autres que ACA), nous avons continué à améliorer nos

méthodes d'évaluation afin de refléter les nouveautés dans le marché. Nos rajustements de valeur continuent de reposer sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties des garants financiers, lorsque cette information est disponible. Ces écarts sont appliqués en relation à la durée moyenne pondérée des instruments sous-jacents protégés par ces garants financiers, et les probabilités de défaillance liées à ces écarts sont prises en compte. Par ailleurs, notre méthode tient en compte la corrélation entre le rendement des actifs sous-jacents et les garants financiers.

Pour ce qui est de tous les autres risques associés aux contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés, nous continuons à utiliser une méthode fondée sur les taux de défaillance historiques dans notre calcul du rajustement de l'évaluation du crédit. Au dernier trimestre, nous avons ajouté 50 M\$ au montant du rajustement afin de refléter la détérioration générale de la situation de crédit, et ce montant a été maintenu pour le trimestre considéré.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours des courtiers indicatifs, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 5 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et 118 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avant les couvertures d'indices.

La provision pour le rajustement de l'évaluation du crédit appliquée à notre portefeuille couvert est sensible aux variations dans l'évaluation à la valeur du marché des instruments couverts et aux fluctuations dans les écarts de taux des garants financiers pour la tranche du portefeuille qui est couverte par ces garants. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait, principalement au moyen d'une augmentation du rajustement de l'évaluation du crédit pour les garants financiers (à l'exception de ACA), des pertes respectives d'environ 151 M\$ et 94 M\$ avant les couvertures du risque de crédit.

Un élargissement de 10 % des écarts de taux des garants financiers entraînerait une hausse des rajustements de l'évaluation du crédit d'environ 184 M\$ avant les couvertures du risque de crédit.

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées

jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

Nos politiques établissent des normes exigeant que la vérification indépendante du prix des instruments négociés se fasse au moins chaque mois. Si aucun prix adéquat n'est disponible sur le marché et que cette situation engendre la non-conformité pour une position particulière, la direction doit évaluer le besoin d'établir un rajustement de valeur pour faire face aux incertitudes à l'égard de l'évaluation qui en découle.

Modifications de conventions comptables

Baux adossés

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé *Baux adossés* du CPN de l'ICCA, fondé sur la prise de position FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ».

Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé. L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Informations à fournir concernant le capital

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, « Informations à fournir concernant le capital », qui stipule que l'entité doit fournir des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital ainsi que des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital.

Instruments financiers

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », du *Manuel de l'ICCA*.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 juillet 2008, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de la présentation de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 juillet 2008, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de la présentation de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de la présentation de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au	31 juillet 2008	31 octobre 2007
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 546 \$	1 457 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	10 900	12 290
Valeurs mobilières		
Compte de négociation	42 195	58 779
Disponibles à la vente	12 448	17 430
Désignées à leur juste valeur	22 379	10 291
	77 022	86 500
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	25 513	34 020
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	89 870	91 664
Particuliers	31 457	29 213
Cartes de crédit	10 571	9 121
Entreprises et gouvernements	34 108	34 099
Provision pour pertes sur créances (note 5)	(1 398)	(1 443)
	164 608	162 654
Divers		
Instruments dérivés	22 967	24 075
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 778	8 024
Terrains, bâtiments et matériel	1 913	1 978
Écart d'acquisition	1 932	1 847
Autres actifs incorporels	399	406
Autres actifs (note 10)	13 462	8 927
	49 451	45 257
	329 040 \$	342 178 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	97 124 \$	91 772 \$
Entreprises et gouvernements	115 733	125 878
Banques	15 744	14 022
	228 601	231 672
Divers		
Instruments dérivés	24 812	26 688
Acceptations	8 778	8 249
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	7 879	13 137
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	26 652	28 944
Autres passifs	11 890	13 728
	80 011	90 746
Titres secondaires (note 7)	6 521	5 526
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	163	145
Capitaux propres		
Actions privilégiées	2 331	2 331
Actions ordinaires (note 8)	6 060	3 133
Actions autodétenues	-	4
Surplus d'apport	89	96
Bénéfices non répartis	5 409	9 017
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(745)	(1 092)
	13 144	13 489
	329 040 \$	342 178 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 36 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 212 \$	2 310 \$	2 501 \$	7 104 \$	7 155 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	326	419	596	1 274	1 567
Valeurs mobilières	671	697	755	2 032	2 236
Dépôts auprès d'autres banques	104	192	212	526	585
	3 313	3 618	4 064	10 936	11 543
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 483	1 747	2 003	5 438	5 834
Autres passifs	430	452	798	1 445	2 141
Titres secondaires	66	62	76	200	227
Passif au titre des actions privilégiées	7	8	7	23	23
	1 986	2 269	2 884	7 106	8 225
Revenu net d'intérêts	1 327	1 349	1 180	3 830	3 318
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	68	88	192	332	555
Frais sur les dépôts et les paiements	197	191	205	583	591
Commissions sur crédit	58	56	77	174	228
Honoraires d'administration de cartes	81	67	68	225	198
Honoraires de gestion de placements et de garde	129	131	136	396	396
Revenu tiré des fonds communs de placement	208	204	226	624	654
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	62	63	55	183	175
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	134	133	224	437	679
Revenu de négociation (note 9)	(794)	(2 401)	35	(6 322)	706
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	68	12	137	31	388
Revenu tiré d'instruments financiers désignés à la juste valeur	(39)	(18)	45	(86)	147
Revenu tiré des actifs titrisés	161	146	121	451	386
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	88	3	105	223	290
Divers	157	102	173	429	409
	578	(1 223)	1 799	(2 320)	5 802
Total des revenus	1 905	126	2 979	1 510	9 120
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 5)	203	176	162	551	471
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	942	933	1 100	2 869	3 386
Frais d'occupation	148	142	152	435	454
Matériel informatique et matériel de bureau	270	265	279	797	821
Communications	67	72	77	213	236
Publicité et expansion des affaires	51	58	59	162	175
Honoraires	58	61	45	170	127
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	29	35	31	89	100
Divers	160	222	76	539	439
	1 725	1 788	1 819	5 274	5 738
(Perte) bénéfique avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(23)	(1 838)	998	(4 315)	2 911
Charge (économie) d'impôts	(101)	(731)	157	(1 834)	479
	78	(1 107)	841	(2 481)	2 432
Participations sans contrôle	7	4	6	15	20
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	835 \$	(2 496) \$	2 412 \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 12)					
– de base	0,11 \$	(3,00) \$	2,33 \$	(7,05) \$	6,75 \$
– dilué	0,11 \$	(3,00) \$	2,31 \$	(7,05) \$	6,69 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,77 \$	2,61 \$	2,24 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 36 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 731 \$	2 331 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	750
Rachat d'actions privilégiées	-	-	(400)	-	(800)
Solde à la fin de la période	2 331 \$	2 331 \$	2 331 \$	2 331 \$	2 331 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 056 \$	6 049 \$	3 135 \$	3 133 \$	3 064 \$
Émission d'actions ordinaires (note 8)	4	8	15	2 960	86
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	-	(1)	-	(33)	-
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(29)	-	(29)
Solde à la fin de la période	6 060 \$	6 056 \$	3 121 \$	6 060 \$	3 121 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	8 \$	12 \$	(4) \$	4 \$	(19) \$
Achats	(2 109)	(2 147)	(2 045)	(7 215)	(4 614)
Ventes	2 101	2 143	2 038	7 211	4 622
Solde à la fin de la période	- \$	8 \$	(11) \$	- \$	(11) \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	90 \$	86 \$	76 \$	96 \$	70 \$
Charge au titre des options sur actions	2	2	2	7	5
Options sur actions exercées	-	-	(2)	(1)	(7)
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues	-	3	-	(11)	8
Divers	(3)	(1)	9	(2)	9
Solde à la fin de la période	89 \$	90 \$	85 \$	89 \$	85 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 699 \$	7 174 \$	8 200 \$	9 017 \$	7 268 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	-	-	(66)	(50)
Solde au début de la période, après retraitement	5 699	7 174	8 200	8 951	7 218
Bénéfice net (perte nette)	71	(1 111)	835	(2 496)	2 412
Dividendes					
Actions privilégiées	(30)	(30)	(36)	(90)	(109)
Actions ordinaires	(331)	(332)	(258)	(954)	(752)
Prime de rachat d'actions privilégiées classées à titre de capitaux propres	-	-	(16)	-	(32)
Prime d'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(277)	-	(277)
Divers	-	(2)	2	(2)	(10)
Solde à la fin de la période	5 409 \$	5 699 \$	8 450 \$	5 409 \$	8 450 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Solde au début de la période	(807) \$	(849) \$	(382) \$	(1 092) \$	(442) \$
Rajustement pour modification de conventions comptables ²	-	-	-	-	123
Autres éléments du résultat étendu	62	42	(205)	347	(268)
Solde à la fin de la période	(745) \$	(807) \$	(587) \$	(745) \$	(587) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu					
	4 664 \$	4 892 \$	7 863 \$	4 664 \$	7 863 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 144 \$	13 377 \$	13 389 \$	13 144 \$	13 389 \$

- 1) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégé modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Baux adossés*. Pour plus de précisions, voir la note 1.
- 2) Représente le rajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 1530, 3251, 3855 et 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 36 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	835 \$	(2 496) \$	2 412 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Écart de conversion					
Gains nets (pertes nettes) sur des investissements dans des établissements étrangers autonomes	260	2	(719)	1 235	(1 003)
(Pertes nettes) gains nets sur opérations de couverture de risque de change	(203)	25	549	(924)	786
	57	27	(170)	311	(217)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	8	83	(43)	70	(12)
Reclassement de pertes nettes (gains nets) en résultat net	(5)	(65)	(17)	36	(44)
	3	18	(60)	106	(56)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	-	(5)	(31)	(41)	(13)
Pertes nettes (gains nets) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	2	2	56	(29)	18
	2	(3)	25	(70)	5
Total des autres éléments du résultat étendu	62	42	(205)	347	(268)
Résultat étendu	133 \$	(1 069) \$	630 \$	(2 149) \$	2 144 \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Écart de conversion					
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	(1) \$	- \$	2 \$	(4) \$	2 \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	92	(41)	(275)	425	(387)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
(Gains latents) pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(4)	(50)	27	(39)	4
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net	3	41	9	(45)	24
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	-	1	16	21	6
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(2)	(2)	(30)	14	(10)
	88 \$	(51) \$	(251) \$	372 \$	(361) \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 36 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	835 \$	(2 496) \$	2 412 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour perte sur créances	203	176	162	551	471
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	50	51	52	153	164
Amortissement des autres actifs incorporels	11	10	11	31	28
Rémunération à base d'actions	(3)	2	(3)	(20)	13
Impôts futurs	(235)	(765)	91	(1 053)	205
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(68)	(12)	(137)	(31)	(388)
(Gains) pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(1)	-	(1)	-
Autres éléments hors caisse, montant net	(54)	(13)	119	(1)	158
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	121	32	(5)	257	(37)
Intérêts courus à payer	(158)	(93)	118	(275)	(327)
Montants à recevoir sur contrats dérivés	517	(79)	(3 033)	1 101	(2 987)
Montants à payer sur contrats dérivés	(1 280)	(82)	2 214	(2 316)	1 885
Variation nette des valeurs du compte de négociation	12 701	3 469	(48)	16 584	423
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	(6 794)	(1 321)	(1 496)	(12 088)	(1 288)
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	2 128	(83)	-	1 464	1 381
Impôts exigibles	133	(74)	16	(1 735)	(818)
Divers, montant net	1 295	218	(510)	(2 266)	(927)
	8 638	324	(1 614)	(2 141)	368
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(10 995)	(1 643)	9 937	(3 794)	11 872
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(2 455)	648	(236)	(4 883)	(319)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	122	(2 825)	2 272	(2 292)	3 611
Émission de titres secondaires	1 150	-	288	1 150	347
Remboursement de titres secondaires	-	(89)	-	(339)	-
Émission d'actions privilégiées	-	-	-	-	750
Rachat d'actions privilégiées	-	-	(416)	-	(832)
Émission d'actions ordinaires, montant net	4	7	15	2 927	86
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(306)	-	(306)
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	(8)	(4)	(7)	(4)	8
Dividendes	(361)	(362)	(294)	(1 044)	(861)
Divers, montant net	(949)	223	(555)	(1 171)	(356)
	(13 492)	(4 045)	10 698	(9 450)	14 000
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 050	4 570	(872)	1 390	(2 346)
Prêts, déduction faite des remboursements	(2 801)	(4 694)	(6 140)	(9 542)	(10 821)
Produit des titrisations	3 145	933	1 581	6 328	5 816
Achat de valeurs disponibles à la vente	(6 248)	(3 286)	(1 484)	(11 458)	(5 889)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	1 073	1 944	1 453	8 887	6 268
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	1 409	1 288	182	7 638	3 564
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	7 657	2 455	(4 168)	8 507	(9 652)
Sorties nettes liées à l'acquisition ¹	-	-	-	-	(1 040)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(32)	(23)	-	(98)	(233)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	2	-	2	-
	5 253	3 189	(9 448)	11 654	(14 333)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	5	1	(6)	26	(15)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	404	(531)	(370)	89	20
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 142	1 673	1 707	1 457	1 317
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 546 \$	1 142 \$	1 337 \$	1 546 \$	1 337 \$
Intérêts versés au comptant	2 144 \$	2 362 \$	2 766 \$	7 381 \$	8 552 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	2 \$	107 \$	50 \$	955 \$	1 091 \$

1) Se rapporte à l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées des sections du rapport de gestion portant sur la gestion du risque aux pages 36 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, figurant aux pages 84 à 137 de la Reddition de comptes annuelle 2007.

1. Modification des conventions comptables

Baux adossés

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégé 46 modifié intitulé *Baux adossés* du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et fondé sur la prise de position FASB Staff Position FAS 13-2, « Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction ». Le CPN exige qu'un changement du calendrier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouveau calendrier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

L'adoption de ces directives a entraîné l'imputation de 66 M\$ aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2007. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse sera comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Informations à fournir concernant le capital

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », du *Manuel de l'ICCA*, en vertu duquel une entité doit divulguer ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion de son capital. Ceux-ci sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés de 2007 et sont demeurés les mêmes par rapport à ceux de l'exercice précédent. En outre, le chapitre exige de fournir des données quantitatives synthétiques sur la composition du capital. Pour plus de précisions, voir la note 8.

Instruments financiers

En date du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », du *Manuel de l'ICCA*.

Ces chapitres remplacent le chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et augmentent les exigences en matière d'information sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont l'entité gère ces risques. Pour plus de précisions, voir la note 15.

2. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2007.

Méthode et sensibilité

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données non observables du marché servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les cours des courtiers indicatifs dans un marché inactif, que nous considérons comme étant des données autres que du marché observable, servent principalement à l'évaluation de ces positions. Les écarts de taux observés sur le marché, là où ils existent, constituent un facteur déterminant dans le calcul des rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à l'exclusion de ACA).

Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions non couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions non couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait des pertes respectives d'environ 5 M\$ et 118 M\$ avant les couvertures d'indices. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions couvertes dans le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et des positions couvertes non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation entraînerait, principalement au moyen d'une augmentation du rajustement de l'évaluation du crédit pour les garants financiers, des pertes respectives d'environ 151 M\$ et 94 M\$ avant les couvertures du risque de crédit.

Un élargissement de 10 % des écarts de taux des garants financiers entraînerait une hausse des rajustements de valeur d'environ 184 M\$ avant les couvertures du risque de crédit.

La perte totale constatée dans les états financiers consolidés en regard des instruments financiers en circulation en date du bilan et dont la juste valeur a été estimée au moyen de la technique d'évaluation faisant appel aux données autres que du marché observable s'est élevée à 856 M\$ pour le trimestre (6,6 G\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008).

Option de la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient autrement été comptabilisés aux résultats au coût après amortissement entraînant ainsi des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel de la direction clé.

La juste valeur des actifs désignés à la juste valeur et celle des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient de respectivement 24 182 M\$ et 2 037 M\$ au 31 juillet 2008. Les éléments désignés à la juste valeur et les couvertures connexes ont entraîné un bénéfice net de 9 M\$ pour le trimestre et de 19 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008.

L'incidence brute des changements dans les écarts de taux des prêts désignés à la juste valeur correspondait à une perte de 38 M\$ au cours du trimestre (perte de 180 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008) et à un gain de 24 M\$, déduction faite des couvertures de risque de crédit, au cours du trimestre (gain de 14 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008).

L'incidence du risque de crédit de la CIBC sur les passifs en cours désignés à la juste valeur a pris la forme d'un gain de 6 M\$ au cours du trimestre (gain de 6 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008).

3. Vente de certaines de nos activités américaines

En date du 1^{er} janvier 2008, nous avons vendu à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) nos services bancaires d'investissement, nos activités de financement par effet de levier, nos activités de négociation d'actions et nos activités sur des marchés de titres de créance connexes exercées aux États-Unis, ainsi que nos services bancaires d'investissement et nos activités de négociation d'actions en Israël (les « activités cédées »). La vente à Oppenheimer de certaines autres activités liées aux marchés financiers américains que nous exerçons au Royaume-Uni et en Asie devrait être conclue au quatrième trimestre de 2008. En contrepartie, Oppenheimer nous a offert des bons de souscription visant un million d'actions pouvant être exercés après cinq ans, et paiera un prix d'achat différé d'au moins 25 M\$ US à la fin des cinq ans compte tenu des bénéfices tirés des activités cédées. Nous avons fourni des indemnités en ce qui a trait à certains coûts qu'Oppenheimer pourrait engager dans l'intégration des activités cédées.

Nous avons radié l'écart d'acquisition associé aux activités cédées, constaté des pertes liées à certaines améliorations locatives et au matériel informatique et logiciel, et comptabilisé des passifs au titre de certains contrats qui ne sont plus requis dans la poursuite de nos activités. En outre, nous avons accéléré la constatation du coût au titre de certains octrois d'actions subalternes attribués aux employés mutés chez Oppenheimer.

Les droits au titre de l'octroi d'actions subalternes émises par la CIBC et détenues par les employés mutés à

Oppenheimer continueront d'être acquis conformément aux dispositions originales. Pour soutenir cette entente de rémunération, Oppenheimer remboursera à la CIBC le coût de l'octroi d'actions subalternes au fur et à mesure que les droits seront acquis, moment auquel nous comptabiliserons les remboursements dans le revenu autre que d'intérêts.

Par conséquent, nous avons comptabilisé un gain net avant impôts de 11 M\$ (perte de 58 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008) dans le revenu autre que d'intérêts. Ces montants comprennent des remboursements au titre des octrois d'actions subalternes qui sont devenus exigibles d'Oppenheimer au cours des deuxième et troisième trimestres de 2008. Nous avons également comptabilisé une dépréciation et d'autres frais totalisant 9 M\$ (22 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008) dans les frais autres que d'intérêts relativement à nos activités américaines restantes.

En vertu de l'entente de vente, la CIBC a investi 100 M\$ US dans une débenture subordonnée émise par Oppenheimer et offre certaines facilités de crédit à Oppenheimer et à ses clients utilisant les services bancaires d'investissement dans le but de contribuer aux activités d'Oppenheimer, chaque prêt étant assujéti à l'approbation du comité du crédit de la CIBC.

Si l'on exclut les pertes mentionnées ci-dessus, les activités cédées ont eu l'incidence suivante sur nos résultats au cours des deux mois terminés le 31 décembre 2007 :

	31 décembre
En millions de dollars, pour les deux mois terminés le	2007
Revenu net d'intérêts	1 \$
Revenu autre que d'intérêts	58
Total des revenus	59
Frais autres que d'intérêts	48
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	11
Impôts sur les bénéfices	6
Bénéfice net	5 \$

4. Prêts en souffrance, mais non douteux

Les prêts en souffrance sont des prêts dont le remboursement du capital ou le paiement des intérêts est en souffrance aux termes du contrat. Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance. Les soldes à découvert en souffrance de clients de moins de 30 jours ont été exclus du tableau ci-dessous puisqu'il est impossible à ce moment-ci de déterminer ces renseignements.

En millions de dollars, au	31 juillet 2008				30 avril 2008
	Moins de 30 jours	De 31 à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 397 \$	508 \$	159 \$	2 064 \$	1 895 \$
Particuliers	528	125	52	705	638
Cartes de crédit	500	136	88	724	622
Entreprises et gouvernements	373	139	46	558	403
	2 798 \$	908 \$	345 \$	4 051 \$	3 558 \$

5. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008			30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale
Solde au début de la période	579 \$	889 \$	1 468 \$	1 469 \$	1 516 \$	1 443 \$	1 444 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	202	1	203	176	162	551	471
Radiations	(211)	-	(211)	(202)	(202)	(600)	(646)
Recouvrements	27	-	27	26	29	84	104
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	1	(1)	-	-	-	-	-
Divers ²	(3)	-	(3)	(1)	(5)	6	127
Solde à la fin de la période	595 \$	889 \$	1 484 \$	1 468 \$	1 500 \$	1 484 \$	1 500 \$
Se compose de ce qui suit :							
Prêts	595 \$	803 \$	1 398 \$	1 384 \$	1 499 \$	1 398 \$	1 499 \$
Facilités de crédit inutilisées ³	-	86	86	84	-	86	-
Lettres de crédit ⁴	-	-	-	-	1	-	1

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

2) Le premier trimestre de 2007 comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean International Bank.

3) À compter du premier trimestre de 2008, la provision au titre des facilités de crédit inutilisées est incluse dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances.

4) Comprises dans les autres passifs.

6. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations (prêts hypothécaires à l'habitation)

Au cours du trimestre, nous avons titrisé 10,8 G\$ de prêts hypothécaires à l'habitation garantis au moyen de la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Nous avons vendu 3,0 G\$ à la Fiducie du Canada pour l'habitation et avons maintenu un montant de 7,8 G\$ dans notre bilan.

En outre, nous avons titrisé 185 M\$ d'actifs hypothécaires pour une structure d'accueil admissible qui détient des prêts hypothécaires à taux quasi-préférentiel et Alt A non garantis. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 31 juillet 2008 s'établissait à 635 M\$, dont 112 M\$ représentent les prêts hypothécaires à taux préférentiel et les 523 M\$ restants constituent les prêts hypothécaires à taux quasi-préférentiel et Alt A. Nous détenons également un montant additionnel de 28 M\$ aux fins de titrisation. Les prêts hypothécaires à taux quasi-préférentiel et Alt A ne respectent pas les critères de prêt traditionnels pour être admissibles aux taux préférentiel en raison de leur historique limité de crédit ou de problèmes de crédit découlant d'événements isolés précis, mais qui ont un profil de crédit solide et un taux moyen de perte de 14 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 74 %. Nous demeurons responsables de l'administration de ces prêts hypothécaires.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Titrisés	10 993 \$	2 663 \$	3 843 \$	19 964 \$	9 049 \$
Vendus	3 164	937	1 251	6 373	5 507
Produit au comptant net	3 145	933	1 235	6 328	5 470
Droits conservés	77	20	19	145	86
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	34	9	11	57	37
Hypothèses sur les droits conservés (en %)					
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,2	4,0	4,4	3,5	3,6
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	11,0 - 33,0	11,0 - 35,0	11,0 - 39,0	11,0 - 36,0	11,0 - 39,0
Taux d'actualisation	3,3 - 6,9	2,9 - 3,6	4,0 - 4,9	2,9 - 6,9	4,0 - 4,9
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1	0,0 - 0,1

Entité à détenteurs de droits variables (EDDV)

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2007, nous détenons des droits dans des EDDV qui ne sont pas considérés comme importants puisque nos droits sont couverts auprès d'autres parties.

En vertu de certains swaps sur rendement total sur dérivés de crédit conclus avec les EDDV détenues dans notre portefeuille de négociation, nous pouvons être tenus d'acheter, à la valeur nominale, les actifs de référence sous-jacents, ce qui mettrait fin aussitôt aux dérivés de crédit. Par suite de ces ententes, au cours du troisième trimestre de 2008, nous avons acheté certains actifs de référence à la valeur nominale, soit 189 M\$, d'une entité émettrice structurée par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur rendement total connexes restants. Cela vient s'ajouter aux actifs de référence de 6,6 G\$, achetés au cours des premier et deuxième trimestres de deux entités émettrices structurées par des tiers en contrepartie de la résiliation des swaps sur

rendement total connexes. Les actifs de référence achetés ont été classés comme valeurs du compte de négociation au bilan consolidé et sont toujours couverts.

De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants. Au 31 juillet 2008, les investissements directs dans du papier commercial émis par les fonds multicédants que nous soutenons se sont élevés à 120 M\$. Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants. Au 31 juillet 2008, notre risque maximal de perte lié aux fonds multicédants soutenus par la CIBC et celui lié aux entités structurées par des tiers s'élevaient à respectivement 9,9 G\$ (15,1 G\$ au 31 octobre 2007) et 1,3 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2007). Le risque maximal de perte lié à ces fonds multicédants comprend la juste valeur des investissements et le montant nominal de référence des facilités de liquidité et des facilités de crédit.

7. Titres secondaires

Le 21 janvier 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débetures (titres secondaires) à 4,75 %, soit 250 M\$, venant à échéance le 21 janvier 2013, pour leur capital impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Le 26 février 2008, conformément à leurs modalités, nous avons racheté la totalité de nos débetures (titres secondaires) à 5,89 %, soit 89 M\$, venant à échéance le 26 février 2013, pour leur capital impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Le 6 juin 2008, nous avons émis un montant en capital de 550 M\$ en titres secondaires, 5,15 %, venant à échéance le 6 juin 2018 et un montant en capital de 600 M\$ en titres secondaires, 6,00 %, venant à échéance le 6 juin 2023.

8. Capital-actions

Ratios et fonds propres réglementaires

À compter du 1^{er} novembre 2007, notre capital réglementaire est fondé sur le dispositif de Bâle II. Pour plus de précisions sur l'Accord de Bâle II, voir la section Gestion du risque du rapport de gestion.

Selon les normes de la Banque des règlements internationaux, les banques doivent maintenir un ratio minimum des fonds propres de première catégorie d'au moins 4 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 8 %. Le Bureau du surintendant des institutions financières a décrété que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts étaient tenues de maintenir un ratio minimum de fonds propres de première catégorie d'au moins 7 % et un ratio du total des fonds propres d'au moins 10 %. Au cours du trimestre et des neuf mois terminés le 31 juillet 2008, nous avons respecté ces exigences en matière de capital réglementaire.

Les fonds propres de première catégorie comprenaient les actions ordinaires, à l'exclusion des positions de négociation à découvert dans nos propres actions, les bénéfices non répartis, les actions privilégiées, les participations sans contrôle, le surplus d'apport et l'écart de conversion. L'écart d'acquisition et les gains réalisés à la vente au moment de la titrisation ont été déduits des fonds propres de première catégorie. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent les titres secondaires et la provision générale admissible. À compter du 1^{er} novembre 2007, les placements dans des compagnies d'assurance et d'importants investissements d'avant 2007 ont été déduits des fonds propres de deuxième catégorie. Les fonds propres de première et de deuxième catégories ont été assujettis à certaines autres déductions à parts égales.

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant. L'information au 31 juillet 2008 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle II et l'information au 31 octobre 2007 est basée sur les exigences de l'Accord de Bâle I; l'information ne peut être comparée.

	Selon Bâle II	Selon Bâle I
	31 juillet	31 octobre
En millions de dollars, au	2008	2007
Fonds propres de première catégorie	11 626 \$	12 379 \$
Total des fonds propres réglementaires	17 087	17 758
Actif pondéré en fonction du risque	118 494	127 424
Ratio des fonds propres		
de première catégorie	9,8 %	9,7 %
Ratio du total des fonds propres	14,4 %	13,9 %
Ratio actif/fonds propres	17,7x	19,0x

Actions ordinaires

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons émis 45,3 millions d'actions ordinaires, pour un produit au comptant net de 2,9 G\$, après les frais d'émission, déduction faite des impôts, de 32 M\$. Nous avons également émis 0,2 million d'actions ordinaires, pour une contrepartie de 11 M\$, en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons émis 0,2 million d'actions ordinaires, pour une contrepartie de 8 M\$, en vertu de régimes d'options d'achat d'actions. Nous avons également engagé des frais d'émission additionnels, déduction faite d'impôts de 1 M\$, relativement à des actions ordinaires émises au comptant.

Au cours du troisième trimestre, nous avons émis 0,1 million d'actions ordinaires, pour une contrepartie de 4 M\$, en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

9. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons constaté une charge de 102 M\$ US (104 M\$) à l'égard des positions couvertes par ACA. Nous avons accru de 12 M\$ US (12 M\$) nos rajustements de la valeur au titre des montants à recevoir de ACA pour les dérivés de crédit souscrits non appariés, ce qui a porté le total des rajustements de valeur pour ACA à 3,02 G\$ US (3,09 G\$) au 31 juillet 2008. Dans le cadre de la restructuration de ACA traitée dans le rapport de gestion survenue le 7 août 2008, nous avons réduit nos rajustements de l'évaluation du risque de crédit lié à ACA, ce qui a permis d'inscrire un crédit de 11 M\$ US (11 M\$) aux bénéfices. Par conséquent, au 31 juillet 2008, la juste valeur des contrats de dérivés conclus avec ACA totalisait 41 M\$ US (42 M\$), déduction faite du rajustement de valeur.

Nous avons également constaté une charge de 799 M\$ US (800 M\$) à l'égard des contrats de couverture des autres garants financiers, ce qui a porté nos

rajustements de valeur à l'égard des autres garants financiers à 3,0 G\$ US (3,0 G\$) au 31 juillet 2008. La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès des autres garants financiers s'est établie à 2,9 G\$ US (2,9 G\$), déduction faite des rajustements de valeur.

Le montant imputé est basé sur la juste valeur estimative des contrats dérivés, lesquels sont fondés sur la valeur marchande des actifs de référence sous-jacents.

Au cours du trimestre, nous avons continué à améliorer la méthode que nous utilisons pour calculer les rajustements de valeur de nos expositions au risque de crédit de nos contreparties liées aux garants financiers (à

l'exclusion de ACA) pour tenir compte des meilleures pratiques du secteur et des développements sur le marché.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

10. Impôts sur les bénéfices

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1,3 G\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 82 M\$ US (84 M\$). L'actif d'impôts futurs comprend un report en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital de 954 M\$ qui vient à échéance dans 20 ans, et un montant de 68 M\$ lié à un report en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

11. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Régimes à prestations déterminées					
Régimes de retraite	37 \$	38 \$	45 \$	113 \$	140 \$
Régimes d'avantages complémentaires	10	13	12	31	31
	47 \$	51 \$	57 \$	144 \$	171 \$
Régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	2 \$	4 \$	3 \$	10 \$	12 \$
Régimes de retraite d'État ¹	19	23	19	63	63
	21 \$	27 \$	22 \$	73 \$	75 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des États-Unis.

12. Bénéfice (perte) par action et dividendes

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	71 \$	(1 111) \$	835 \$	(2 496) \$	2 412 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(30)	(30)	(52)	(90)	(141)
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	41 \$	(1 141) \$	783 \$	(2 586) \$	2 271 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 877	380 754	335 755	366 686	336 511
Résultat de base par action	0,11 \$	(3,00) \$	2,33 \$	(7,05) \$	6,75 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	41 \$	(1 141) \$	783 \$	(2 586) \$	2 271 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	380 877	380 754	335 755	366 686	336 511
Ajouter le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	1 295	1 623	2 936	1 666	3 228
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	382 172	382 377	338 691	368 352	339 739
Résultat dilué par action ³	0,11 \$	(3,00) \$	2,31 \$	(7,05) \$	6,69 \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 2 302 495 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 78,44 \$, du nombre moyen de 2 128 531 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 79,50 \$ et du nombre moyen de 8 758 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 100,02 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 juillet 2008, le 30 avril 2008 et le 31 juillet 2007, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

13. Garanties

En millions de dollars, au	31 juillet 2008		31 octobre 2007	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	46 416 \$	- \$	43 287 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 454	15	6 353	13
Options vendues à titre de dérivés de crédit	30 845	6 070	67 283	3 971
Autres options vendues sur contrats de dérivés ³	- ⁴	4 089	- ⁴	5 612
Autres contrats d'indemnisation	- ⁴	-	- ⁴	-

- 1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 50,3 G\$ (46,8 G\$* au 31 octobre 2007).
- 2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.
- 3) Comprennent 352 M\$ (631 M\$ au 31 octobre 2007) au titre des swaps sur rendement total.
- 4) Pour plus de précisions, consulter la description, à la page 127 des états financiers consolidés de 2007.
*Retraité

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre de 2008, a) nous avons transféré les services du Groupe Entreprises de Marchés mondiaux CIBC vers Marchés de détail CIBC. L'information des périodes antérieures a été retraitée; b) nous avons réparti la provision générale pour pertes sur créances entre les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC). Avant 2008, la provision générale (à l'exclusion de celle liée à FirstCaribbean International Bank) était comprise dans le poste Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée; et c) nous avons reclassé la provision pour pertes sur créances relative aux facilités de crédit inutilisées dans les autres passifs. Avant 2008, elle était incluse dans la provision pour pertes sur créances. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 299 \$	(67) \$	95 \$	1 327 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 055	(531)	54	578
	Revenu intersectoriel¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 355	(598)	148	1 905
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	196	7	-	203
	Amortissement²	27	4	30	61
	Frais autres que d'intérêts	1 350	262	52	1 664
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	782	(871)	66	(23)
	Charge (économie) d'impôts	203	(333)	29	(101)
	Participations sans contrôle	7	-	-	7
	Bénéfice net (perte nette)	572 \$	(538) \$	37 \$	71 \$
	Actif moyen³	242 407 \$	97 357 \$	3 632 \$	343 396 \$
30 avril 2008	Revenu net d'intérêts	1 281 \$	17 \$	51 \$	1 349 \$
	Revenu autre que d'intérêts	956	(2 183)	4	(1 223)
	Revenu intersectoriel¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	2 239	(2 166)	53	126
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	2	-	176
	Amortissement²	28	3	30	61
	Frais autres que d'intérêts	1 352	355	20	1 727
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	685	(2 526)	3	(1 838)
	Charge (économie) d'impôts	174	(891)	(14)	(731)
	Participations sans contrôle	2	2	-	4
	Bénéfice net (perte nette)	509 \$	(1 637) \$	17 \$	(1 111) \$
	Actif moyen³	242 219 \$	104 210 \$	2 576 \$	349 005 \$
31 juillet 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 225 \$	(129) \$	84 \$	1 180 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 161	584	54	1 799
	Revenu intersectoriel¹	-	-	-	-
	Total des revenus	2 386	455	138	2 979
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	167	(5)	-	162
	Amortissement²	29	5	29	63
	Frais autres que d'intérêts	1 377	314	65	1 756
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	813	141	44	998
	Charge (économie) d'impôts	212	(80)	25	157
	Participations sans contrôle	5	1	-	6
	Bénéfice net	596 \$	220 \$	19 \$	835 \$
	Actif moyen³	228 201 \$	102 667 \$	685 \$	331 553 \$

En millions de dollars, pour les neuf mois terminés le		Marchés de détail	Marchés	Siège social et	Total CIBC
		CIBC	mondiaux CIBC	autres	
31 juillet 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 839 \$	(214) \$	205 \$	3 830 \$
	Revenu autre que d'intérêts	3 122	(5 507)	65	(2 320)
	Revenu intersectoriel¹	4	-	(4)	-
	Total des revenus	6 965	(5 721)	266	1 510
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	525	26	-	551
	Amortissement²	83	12	88	183
	Frais autres que d'intérêts	4 027	963	101	5 091
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	2 330	(6 722)	77	(4 315)
	Charge (économie) d'impôts	579	(2 390)	(23)	(1 834)
	Participations sans contrôle	13	2	-	15
	Bénéfice net (perte nette)	1 738 \$	(4 334) \$	100 \$	(2 496) \$
	Actif moyen³	239 952 \$	103 209 \$	2 457 \$	345 618 \$
31 juillet 2007	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 551 \$	(484) \$	251 \$	3 318 \$
	Revenu autre que d'intérêts	3 413	2 207	182	5 802
	Revenu intersectoriel¹	4	-	(4)	-
	Total des revenus	6 968	1 723	429	9 120
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	501	(10)	(20)	471
	Amortissement²	80	15	97	192
	Frais autres que d'intérêts	4 097	1 249	200	5 546
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	2 290	469	152	2 911
	Charge (économie) d'impôts	491	(85)	73	479
	Participations sans contrôle	16	4	-	20
	Bénéfice net	1 783 \$	550 \$	79 \$	2 412 \$
	Actif moyen³	222 497 \$	101 431 \$	644 \$	324 572 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

15. Instruments financiers – informations à fournir

À compter du 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir ». Nous avons inclus certaines des informations à fournir exigées par le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* dans les parties ombragées du rapport de gestion portant sur la gestion du risque, comme l'autorise la norme. Le tableau suivant présente un recouplement entre ces informations et celles qui se trouvent dans le rapport de gestion.

Description	Section
Pour chaque type de risque lié aux instruments financiers, une entité doit présenter : son exposition au risque et comment il se présente; les objectifs, les politiques et les procédés utilisés pour la gestion des risques; les méthodes utilisées pour mesurer le risque et la description des garanties.	Vue d'ensemble
	Risque de crédit
	Risque de marché
	Risque d'illiquidité
	Risque opérationnel
	Risques juridiques et de réputation
	Risque de réglementation
Risque de crédit – exposition brute au risque de crédit; qualité de crédit; concentration du risque	Risque de crédit
Risque de marché – portefeuilles de négociation – valeur à risque; portefeuilles autres que de négociation – sensibilité aux taux d'intérêt; risque de change et risque lié aux actions.	Risque de marché
Risque d'illiquidité – actifs liquides; échéance des passifs financiers et engagements au titre du crédit et des liquidités.	Risque d'illiquidité

Nous avons présenté des informations quantitatives relatives au risque de crédit conformément aux directives de l'Accord de Bâle II, lequel exige des entités qu'elles présentent le risque auquel elles sont exposées en fonction de la façon dont elles gèrent leurs activités et leurs risques. Le tableau ci-dessous présente les catégories de montants utilisés se rapportant au risque de crédit, conformément à l'approche fondée sur les notations internes avancée et à l'approche standard, selon les catégories comptables et selon les portefeuilles prévus dans l'Accord de Bâle II.

En millions de dollars, au 31 juillet 2008

Catégories comptables	Portefeuilles selon Bâle II						
	Expositions aux entreprises	Expositions aux entités souveraines	Expositions aux banques	Expositions au personnel garanti – immobilier	Expositions au commerce de détail renouvelables admissibles	Autres – commerce de détail	Expositions liées aux titrisations
Dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	- \$	- \$	430 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	-	429	2 581	-	-	-	-
Valeurs mobilières							
Compte de négociation	37	5	-	-	-	-	1 847
Disponibles à la vente	1 989	8 514	29	-	-	-	906
Désignées à la juste valeur	111	22 264	-	-	-	-	4
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	589	1 086	-	86 823	-	-	-
Prêts personnels	202	-	19	16 625	6 197	8 075	-
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	10 465	106	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	29 222	655	457	-	-	2 000	134
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 860	268	650	-	-	-	-
Autres actifs	693	2 044	5 486	7	77	7	32
Total du risque de crédit	40 703 \$	35 265 \$	9 652 \$	103 455 \$	16 739 \$	10 188 \$	2 923 \$

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096, par télécopieur, au 416 980-7012, ou par courriel, à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-2088, par télécopieur, au 416 980-5028, ou par courriel, à l'adresse john.ferren@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-4111, par télécopieur, au 416 363-5347, ou par courriel, à l'adresse marylou.frazer@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le troisième trimestre aura lieu le mercredi 27 août 2008, à 16 h 30 HAE. Pour la conférence en français, composez le 514 868-2590 à Montréal ou le numéro sans frais 1 866 862-3907; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-8010 à Toronto ou le numéro sans frais 1 866 540-8136 pour le reste de l'Amérique du Nord. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à minuit HAE le 10 septembre 2008. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3250606#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 3250604#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du troisième trimestre de la Banque CIBC aura lieu le mercredi 27 août 2008, à 16 h 30 HAE, en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC. Une version archivée de la webdiffusion sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust CIBC Mellon par téléphone, au 416 643-5500, ou au numéro sans frais 1 800 387-0825, ou par télécopieur, au 416 643-5501.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ACHETÉES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Dates de souscription	Option d'achat d'actions	Option de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
1 ^{er} mai 2008	76,18 \$	
2 juin 2008	68,94 \$	
2 juillet 2008	56,90 \$	
28 juillet 2008		58,63 \$



Banque Canadienne Impériale de Commerce
Siège social : Commerce Court, Toronto (Ontario) Canada M5L 1A2 416 980-2211
www.cibc.com/francais